

AQUITAINE. Le Premier ministre est venu hier soir à Mérignac (33) pour le lancement de la campagne

Fillon vient prêter main-forte



François Fillon a réussi au moins un pari : celui de déplacer plus de 1 800 personnes au Pin Galant, dont près de 600 ont dû rester debout. Militants et sympathisants de la droite girondine étaient venus nombreux pour montrer, malgré les sondages pas forcément favorables, qu'ils ne baissaient pas les bras dans l'adversité. L'entrée en scène de François Fillon, accompagné d'Alain Juppé et de Xavier Darcos, au milieu des applaudissements et sous les projecteurs, n'a pas failli à ce qui est devenu une tradition de ce genre de manifestation électorale.

Le Premier ministre avait décidé de frapper un grand coup en prononçant un discours qui se voulait de portée historique, sur « les valeurs qui rassemblent la majorité présidentielle », mais aussi sur la Région et l'Aquitaine. Citant Chaban et de Gaulle, il s'est prononcé en faveur de la régionalisation qu'avait voulue le président de la République en 1969. Il s'est donc fait l'avocat de la réforme territoriale, qui doit permettre à la France de faire face aux défis mondiaux : « La France a besoin de rassemblement et d'unité pour gagner. » Selon lui, la réforme proposée devrait permettre de « rationaliser et de simplifier » l'organisation territoriale française : « Demain, nous ne voulons plus qu'il y ait un seul fonctionnaire territorial dans un Département qui fasse la même chose qu'un fonctionnaire territorial dans une Région. » À ce sujet, il a accusé la gauche non pas de critiquer le projet pour l'améliorer, mais de mentir pour l'empêcher de se réaliser.

« Arrogance »

Alain Juppé, qui accueillait un déjà lointain successeur à l'hôtel Matignon, a salué l'homme qui s'est dédié à la tâche de réduire les déficits de la France. Il lui a souhaité surtout de pouvoir mettre en œuvre son programme pour l'emploi, face à la gauche du gaspillage : « Il est temps de définir une vraie stratégie pour l'Aquitaine. » Il a stigmatisé l'« arrogance » du candidat sortant, qui pourrait lui réserver quelques déboires.

« Je m'étais proposé très tôt, tout en sachant que c'était un combat difficile », a ajouté Xavier Darcos, qui en est à sa deuxième tentative pour détrôner Alain Rousset, président socialiste du Conseil régional d'Aquitaine. « La Région ne nous est pas favorable, mais j'ai constaté qu'il y a ici un système de connivences. Le combat est encore plus méritant. Cela ne m'a jamais empêché de continuer. »

Xavier Darcos l'admet volontiers, c'est donc loin d'être gagné, mais devant la foule réunie face à lui, il s'est senti regonflé à bloc. Selon lui, Bordeaux avec Alain Juppé est un exemple pour l'Aquitaine aujourd'hui, rappelant que la ville l'avait choisi plutôt qu'Alain Rousset aux élections municipales de 2008. Le ministre du Travail a trouvé quelques promesses à faire : un emploi pour les jeunes Aquitains, 6 000 places de logements pour les étudiants, le doublement en quatre ans du nombre d'ingénieurs formés.

Pour lui, ce meeting a été l'occasion de montrer que le gouvernement comptait aussi des soutiens : « Nous sommes les candidats d'une majorité responsable qui a aujourd'hui le courage de dire la vérité aux Français sur la situation de leur régime de retraites, et qui a fait le plus grand plan de soutien à l'Université, et qui injecte près de 10 milliards de plus pour l'innovation. »

REGIONALES.**Fillon fustige "le front du refus stérile" de l'opposition**

François Fillon a accusé jeudi soir la gauche de vouloir faire des régions des "bastions de la résistance au changement" et d'opposer au gouvernement un "front du refus stérile" pour le pays, lors d'un meeting à Mérignac, à côté de Bordeaux.

Venu lancer la campagne du ministre du Travail Xavier Darcos, tête de liste en Aquitaine, le chef du gouvernement, dont c'était la première grande réunion publique depuis la constitution des listes de la majorité, s'est de nouveau posé en chef de file de son camp en vue d'un scrutin qui s'annonce difficile.

"Pour que l'enjeu régional de ces élections soit préservé, nous devons répondre à une opposition qui, du Parti socialiste au MoDem, de l'extrême droite à l'extrême gauche, ne craint pas de nationaliser sa critique. Mon devoir est d'y répondre", a-t-il lancé devant quelque 1.200 personnes.

"Il est de convaincre les Français que ce front du refus est stérile pour la France, comme pour nos régions", a-t-il poursuivi.

Accusant la gauche de "proposer aux Français de faire des régions des bastions de la résistance au changement et du déni de la réalité", il a aussi de nouveau fustigé la hausse des dépenses des collectivités locales.

"Depuis une dizaine d'années, ces dépenses locales progressent de 6% par an, hors transfert de compétences", a déploré le Premier ministre.

"A quoi sert-il que nous nous battions pour ne pas augmenter les impôts, si, par ailleurs, les impôts locaux augmentent ? A quoi sert-il que l'Etat réduise le nombre de ses agents publics, si, par ailleurs, les embauches au niveau local se poursuivent...", a-t-il encore dit.

A ses côtés à la tribune figurait le maire de Bordeaux Alain Juppé, l'un de ses prédécesseurs à Matignon, auquel il a rendu hommage : "tous ceux qui te connaissent le savent, tu as Bordeaux chevillée au corps, au point de la préférer à bien des responsabilités nationales auxquelles ton expérience et ton talent pouvaient te destiner".

Xavier Darcos, conscient de ses maigres chances face au puissant président PS de la région, Alain Rousset, élu depuis 1998 et contre lequel il s'est déjà présenté en 2004, s'est pour sa part employé à rejeter l'idée que tout était déjà "joué", "circulez il n'y a rien à voir".

"Nous allons gagner cette région", a-t-il lancé.

Promettant de ne pas augmenter les impôts et de "mettre fin au clientélisme et au saupoudrage", il a également raillé les dépenses de communication de la région, devenue "une principauté de Rousset 1er avec ses gazettes, et pourquoi pas bientôt un timbre à son effigie".

"L'arrogance de la gauche en Aquitaine et en Gironde ne doit pas nous impressionner", a aussi lancé Alain Juppé devant les militants.

Le Figaro.fr

Vendredi 5 Février 2010

AQUITAINE. Le premier ministre, accompagné d'Alain Juppé, a participé jeudi à Mérignac au meeting de lancement de la campagne de Xavier Darcos, chef de file de l'UMP en Aquitaine.

En Gironde, Fillon dénonce une opposition «stérile»

Le premier ministre, accompagné d'Alain Juppé, a participé jeudi à Mérignac au meeting de lancement de la campagne de Xavier Darcos, chef de file de l'UMP en Aquitaine.

Un premier ministre et un ancien premier ministre. L'hôte de Matignon et le maire de Bordeaux. Jeudi soir, François Fillon et Alain Juppé sont venus soutenir le ministre du travail, Xavier Darcos, chef de file de la

majorité pour les régionales en Aquitaine. Il tenait son premier grand meeting de campagne à Mérignac, près de Bordeaux, dans une grande salle du Pin-Galant, archicomble et baignée de bleue.

Serrant les mains, offrant des bises aux uns, posant pour une photo avec les autres, le ministre candidat et ses deux soutiens de poids se sont offerts, à leur arrivée, un bain de foule de cinq longues minutes. Mais c'est bien François Fillon, le chef de la majorité, le premier ministre en campagne pour les régionales, qui a été le plus honoré. Par les militants. Mais pas seulement. Alain Juppé a vanté

l'homme «qui tient le cap, le cap des réformes, le cap de la réduction des déficits et de la dette». Darcos a renchéri, sous les applaudissements des militants, multipliant les compliments vis-à-vis d'un premier ministre qui incarne «le cap du mouvement, le cap du progrès, le cap de la vision». L'intéressé, qui a prévu de se déplacer dans dix régions, et dont c'était jeudi à Mérignac la troisième étape, a répondu sobrement à ces louanges : «C'est mon devoir d'être avec vous.» À son tour, il a parlé d'Alain Juppé comme «celui qui occupe la place de Montaigne et de Jacques Chaban-Delmas». «Tu as Bordeaux chevillée au corps, au point de la préférer à bien des responsabilités nationales auxquelles ton expérience et ton talent pouvaient te destiner», a ajouté Fillon à propos de l'ex-premier ministre et éphémère ministre du Développement durable.

C'est bien sûr pour soutenir Xavier Darcos que le premier ministre était jeudi soir à Mérignac. Le chef du gouvernement n'a pas tari d'éloges sur son ministre du Travail qui aura à mener la plus lourde réforme d'après les régionales : celle des retraites. Mais, comme à chacun de ses déplacements, c'est la politique gouvernementale qu'il a avant tout défendue, de la lutte contre les déficits à la réforme des collectivités locales, de la gestion de la crise financière aux retraites. Car Fillon a redit jeudi être convaincu que son «devoir est de répondre» à «une opposition qui, du Parti socialiste au MoDem, de l'extrême droite à l'extrême gauche, ne craint pas de nationaliser sa critique». Son devoir, a-t-il ajouté, est encore «de convaincre les Français que ce front du refus est stérile pour la France, comme pour nos régions». Et c'est en défendant le bilan du gouvernement qu'il peut préserver «l'enjeu régional de ces élections ».

D'Alain Rousset, le président socialiste sortant de la région, il a bien sûr été aussi question. Dans son long discours, le candidat Darcos, foulard basque autour du cou, a ironisé à de nombreuses reprises sur celui qui a conquis la région en 1998 et l'a conservée en 2004. Le chef de file de la majorité a évoqué «la principauté Rousset avec ses gazettes et pourquoi pas bientôt un timbre à son effigie», vilipendé un responsable «myope et hypermétrope» qui «peine à regarder plus loin que le bout de son nez», dénoncé «le clientélisme» et «les brochures», martelé «l'irresponsabilité».

Darcos a surtout tenté de placer son concurrent socialiste devant sa principale contradiction en citant en exemple le projet de la ligne à grande vitesse, à laquelle le président PS est favorable tandis que les Verts s'y opposent, alors qu'ils dirigent avec lui la région. «Comment le PS et les Verts peuvent-ils s'unir alors qu'ils disent des choses contraires sur ce projet», a raillé le ministre du Travail.

Darcos se veut serein. Il croit à la «victoire» de la majorité en Aquitaine mais aussi dans d'autres régions parce que «c'est un formidable échec que le PS à la tête des régions depuis 2004». Mais il sait que la bataille pour la région Aquitaine sera difficile. Et que le socialiste Alain Rousset, également député et président de l'Association des régions de France, est bien accroché à son mandat.

Le Parisien.fr

Vendredi 5 Février 2010

AQUITAINE.

Régionales: Fillon fustige "le front du refus stérile" de l'opposition



François Fillon a accusé jeudi soir la gauche de vouloir faire des régions des "bastions de la résistance au changement" et d'opposer au gouvernement un "front du refus stérile" pour le pays, lors d'un meeting à Mérignac, à côté de Bordeaux.

Venu lancer la campagne du ministre du Travail Xavier Darcos, tête de liste en Aquitaine, le chef du gouvernement, dont c'était la première grande réunion publique depuis la constitution des listes de la majorité, s'est de nouveau posé en chef de file de son camp en vue d'un scrutin qui

s'annonce difficile.

"Pour que l'enjeu régional de ces élections soit préservé, nous devons répondre à une opposition qui, du Parti socialiste au MoDem, de l'extrême droite à l'extrême gauche, ne craint pas de nationaliser sa critique. Mon devoir est d'y répondre", a-t-il lancé devant quelque 1.200 personnes.

"Il est de convaincre les Français que ce front du refus est stérile pour la France, comme pour nos régions", a-t-il poursuivi.

Accusant la gauche de "proposer aux Français de faire des régions des bastions de la résistance au changement et du déni de la réalité", il a aussi de nouveau fustigé la hausse des dépenses des collectivités locales.

"Depuis une dizaine d'années, ces dépenses locales progressent de 6% par an, hors transfert de compétences", a déploré le Premier ministre.

"A quoi sert-il que nous nous battions pour ne pas augmenter les impôts, si, par ailleurs, les impôts locaux augmentent ? A quoi sert-il que l'Etat réduise le nombre de ses agents publics, si, par ailleurs, les embauches au niveau local se poursuivent...", a-t-il encore dit.

A ses côtés à la tribune figurait le maire de Bordeaux Alain Juppé, l'un de ses prédécesseurs à Matignon, auquel il a rendu hommage : "tous ceux qui te connaissent le savent, tu as Bordeaux chevillée au corps, au point de la préférer à bien des responsabilités nationales auxquelles ton expérience et ton talent pouvaient te destiner".

Xavier Darcos, conscient de ses maigres chances face au puissant président PS de la région, Alain Rousset, élu depuis 1998 et contre lequel il s'est déjà présenté en 2004, s'est pour sa part employé à rejeter l'idée que tout était déjà "joué", "circulez il n'y a rien à voir".

"Nous allons gagner cette région", a-t-il lancé.

Promettant de ne pas augmenter les impôts et de "mettre fin au clientélisme et au saupoudrage", il a également raillé les dépenses de communication de la région, devenue "une principauté de Rousset 1er avec ses gazettes, et pourquoi pas bientôt un timbre à son effigie".

"L'arrogance de la gauche en Aquitaine et en Gironde ne doit pas nous impressionner", a aussi lancé Alain Juppé devant les militants.

Les Echos.fr

Vendredi 5 Février 2010

AQUITAINE. Venu soutenir son ami Xavier Darcos en Aquitaine, François Fillon a accusé la gauche de constituer « un front du refus stérile » et placé la bataille sur le terrain de la « crédibilité ».

Le Premier ministre mène campagne en terre de mission



François Fillon a prévu une bonne dizaine de déplacements de campagne.

« Nous n'avons pas grand-chose à perdre. » C'est ce qu'a déclaré mercredi François Fillon et c'est sans doute avec cet état d'esprit qu'il était venu soutenir, hier soir à Mérignac, Xavier Darcos candidat aux régionales en Aquitaine. Alain Juppé, le maire de Bordeaux, la métropole voisine, était là aussi. Dans cette région qui a voté à 51,6 % pour Ségolène Royal en 2007, l'UMP ne nourrit guère d'espoir de conquête. A fortiori quand les sondages nationaux sont aussi défavorables à la droite que l'enquête TNS Sofres publiée hier.

L'enjeu pour François Fillon consiste donc d'abord à montrer qu'il « assume la responsabilité de la campagne » et sait tenir son rôle de chef de la majorité quand Nicolas Sarkozy décide de rester en retrait. Hier, en Aquitaine, il allait aussi soutenir l'un de ses « amis » au gouvernement. Et Xavier Darcos avait bien fait les choses : la salle était comble, remplie de quelque 1.200 sympathisants. Dans cette région où les écologistes sont une force montante (lire ci-dessous), Xavier Darcos a insisté sur les désaccords avec les socialistes sur la ligne à grande vitesse et teinté son programme de vert en promettant d'organiser « un Grenelle de l'environnement régional ».

Juppé joue le jeu

François Fillon a lui accusé l'opposition de détourner l'enjeu du scrutin. « Pour que l'enjeu régional de ces élections soit préservé, nous devons répondre à une opposition qui, du Parti socialiste au Modem, de l'extrême droite à l'extrême gauche, ne craint pas de nationaliser sa critique », a-t-il lancé, estimant de « son devoir » de « convaincre les Français que ce front du refus est stérile ». Alors que le président de l'Aquitaine, le socialiste Alain Rousset préside aussi l'Association des régions de France qui a refusé la semaine dernière de venir à l'Élysée débattre des déficits publics, François Fillon a mis en doute « la légitimité » de cette structure et qualifié le PS de « parti de notables qui défendent leurs privilèges ».

Il a vanté son bilan sous les yeux d'Alain Juppé qui a joué le jeu hier même s'il n'avait pas ménagé ses critiques ces derniers mois à l'égard de l'exécutif. Conscient qu'au niveau national, le Parti socialiste est convalescent, le chef du gouvernement a fait du scrutin un comparatif de « crédibilité » entre gauche et droite : « S'il est logique que les Français jugent notre action, je les invite aussi à juger celle de la gauche. En termes de crédibilité, j'assume notre différence pour la France, comme pour nos régions. » Etape par étape, le Premier ministre a regagné ces derniers mois le rôle de chef de la majorité dont l'omniprésence de Nicolas Sarkozy l'avait privé. Le rôle de demaineur quand le chef

de l'Etat veut se protéger (face aux maires de France mais aussi sur l'identité nationale ou le voile intégral). Le rôle aussi de locomotive électorale quand les candidats le trouvent plus rassurant que le président. « C'est un homme qui inspire confiance », a souligné hier Alain Juppé. François Fillon doit effectuer une bonne dizaine de déplacements de campagne d'ici au scrutin des 14 et 21 mars. Attendu en PACA et en Pays de la Loire, il a prévu d'aller soutenir Hervé Novelli dans le Centre, l'une des rares régions « gagnables » par la droite, entre les deux tours. Mais il n'a pas été convié en Champagne-Ardenne, autre région « gagnable », par le candidat Jean-Luc Warsmann. « Il fait une campagne très locale et on respecte son souhait », dit-on à Matignon. Parce que le déminage a ses limites.

LibéBordeaux.fr

Jeudi 4 Février 2010

REGIONALES. Fillon, Juppé, Darcos, ensemble pour clamer que rien n'est "joué"

Premier round pour le chef du gouvernement, venu ce soir lancer la campagne du ministre du Travail Xavier Darcos, tête de liste UMP en Aquitaine. Avec ce meeting organisé à Mérignac, près de Bordeaux, en présence d'Alain Juppé, François Fillon ouvre le bal de son engagement de terrain, en vue d'un scrutin qui s'annonce difficile. Et le Premier ministre a choisi la méthode offensive, accusant ses adversaires de gauche de vouloir faire des régions des "bastions de la résistance au changement" et d'opposer au gouvernement un "front du refus stérile" pour le pays.

Décidé à se poser en chef de file de son camp, François Fillon se veut le garant de la qualité des débats. "Pour que l'enjeu régional de ces élections soit préservé, nous devons répondre à une opposition qui, du Parti socialiste au MoDem, de l'extrême droite à l'extrême gauche, ne craint pas de nationaliser sa critique. Mon devoir est d'y répondre", a-t-il lancé devant quelque 1.200 personnes. "Il est de convaincre les Français que ce front du refus est stérile pour la France, comme pour nos régions", a-t-il poursuivi.

Accusant la gauche de "proposer aux Français de faire des régions des bastions de la résistance au changement et du déni de la réalité", il a aussi de nouveau fustigé la hausse des dépenses des collectivités locales. "Depuis une dizaine d'années, ces dépenses locales progressent de 6% par an, hors transfert de compétences", a déploré le Premier ministre. "A quoi sert-il que nous nous battions pour ne pas augmenter les impôts, si, par ailleurs, les impôts locaux augmentent ? A quoi sert-il que l'Etat réduise le nombre de ses agents publics, si, par ailleurs, les embauches au niveau local se poursuivent...", a-t-il encore questionné.

Xavier Darcos, conscient de ses maigres chances face au puissant président PS de la région, Alain Rousset, élu depuis 1998 et contre lequel il s'est déjà présenté en 2004, s'est pour sa part employé à rejeter l'idée que tout était déjà "joué", "circulez il n'y a rien à voir". "Nous allons gagner cette région", a-t-il lancé. Promettant de ne pas augmenter les impôts et de "mettre fin au clientélisme et au saupoudrage", il a également raillé les dépenses de communication de la région, devenue "une principauté de Rousset 1er avec ses gazettes, et pourquoi pas bientôt un timbre à son effigie".

"L'arrogance de la gauche en Aquitaine et en Gironde ne doit pas nous impressionner", a aussi lancé Alain Juppé. Le maire de Bordeaux à qui François Fillon a d'ailleurs tenu à rendre hommage, estimant qu'il avait sa ville "chevillée au corps, au point de la préférer à bien des responsabilités nationales auxquelles (son) expérience et (son) talent pouvaient (le) destiner".

L'express.fr

Jeudi 4 Février 2010

MÉRIGNAC, Gironde. François Fillon a défendu la réforme des collectivités jeudi soir à Mérignac, en Gironde, lors du meeting de lancement de la campagne des régionales de l'UMP Xavier Darcos en Aquitaine.

Devant plus de 1.800 personnes réunies dans un "Espace du Pin Galant" plein à craquer, le Premier ministre s'en est pris aux socialistes accusés de mentir sur cette réforme.

Pour lui, c'est "une réforme qui vaut mieux que les mensonges de la gauche payés par le contribuable".

"Faire croire que les impôts locaux vont augmenter (...), faire croire que les départements et les régions ne pourront plus aider les communes et les associations ou les territoires ruraux à cause de la

réforme des collectivités locales, c'est un mensonge (...) Ce n'est pas l'idée que je me fais de la démocratie", a-t-il lancé.

Pour François Fillon, "les collectivités territoriales, et notamment les régions, doivent absolument se sentir parties prenantes de l'effort des maîtrises des comptes publics".

Il a reproché aux socialistes de faire "dans l'affrontement stérile, le dénigrement du travail du gouvernement et l'opposition systématique".

François Fillon a souligné que la politique du gouvernement consiste "à repenser le fonctionnement de nos administrations".

Il s'en est pris aux responsables socialistes de l'Association des régions de France (ARF) et de l'Association des départements de France (ADF) qui ont refusé de participer jeudi dernier à la conférence sur le déficit à laquelle le président Nicolas Sarkozy avait invité "tous les acteurs publics".

"Que des élus de la République refusent le dialogue pour des raisons électoralistes, ce n'est pas l'idée que je me fais d'une démocratie responsable", a lancé le chef de la majorité.

« Le Formidable échec du PS dans toutes les régions »

Xavier Darcos a pour sa part assuré qu'en Aquitaine la majorité présidentielle allait l'emporter parce qu'elle allait "dénoncer le formidable échec qui est celui du Parti socialiste à la tête de toutes les régions".

Le ministre du Travail a estimé que le PS avait "gâché" en 2004 la chance qu'il avait de réussir "l'acte 2 de la décentralisation" en mettant les régions "au service d'une cause idéologique".

Pour lui, la victoire est au bout du chemin parce que lui et ses colistiers sont "les candidats d'une majorité responsable" qui a maintenu le cap face à la crise économique, qui a eu le courage de lancer le Grenelle de l'Environnement, de "contenir les déficits publics" et qui a le courage aujourd'hui de "dire la vérité" sur la situation des retraites.

La région Aquitaine que convoite Xavier Darcos est présidée depuis 1998 par le socialiste Alain Rousset qui avait enlevé ce fief de la droite à Jacques Valade (RPR-UDF). Le président sortant aurait pu à l'époque constituer une majorité mais il avait refusé tout accord avec le Front national.

En 2004, Alain Rousset, qui avait eu le temps de faire ses preuves, avait été reconduit au 2e tour de scrutin avec cette fois une avance confortable, la liste PS-Verts-PRG obtenant 54,85% des suffrages devant la liste UMP-UDF menée par Xavier Darcos (33,46%) après le ralliement entre les deux tours de l'UDF François Bayrou.

Forts de leur résultat aux élections européennes, les Verts ont décidé de s'émanciper et engageront une liste Europe Ecologie menée par Monique Di Marco.

Le MoDem part également seul à la bataille tandis que CPNT (Chasse, pêche, nature et traditions), qui avait constitué un groupe puissant dans les années 90 (8 sièges sur 85 en 1998), a fait alliance avec l'UMP et le Nouveau Centre.

France 2.fr

Vendredi 5 Février 2010

REGIONALES. Le premier ministre a défendu la réforme des collectivités territoriales jeudi soir en Gironde en attaquant le PS

François Fillon lance la campagne de l'UMP



François Fillon s'est rendu à Mérignac pour apporter son soutien à la liste de Xavier Darcos, tête de file de la liste UMP en Aquitaine.

A ses yeux, la réforme des collectivités "vaut mieux que les mensonges de la gauche payée par le contribuable". Il a également fustigé "le front du refus stérile" de l'opposition.

Le chef du gouvernement, dont c'était la première grande réunion publique depuis la construction des listes de la majorité, s'est posé en chef de file de son camp en vue d'un scrutin qui s'annonce difficile.

La défense de la réforme des collectivités

"Faire croire que les impôts locaux vont augmenter (...), faire croire que les départements et les régions ne pourront plus aider les communes et les associations ou les territoires ruraux à cause de la réforme des collectivités locales, c'est un mensonge (...) Ce n'est pas l'idée que je me fais de la démocratie", a-t-il lancé.

Pour François Fillon, "les collectivités territoriales, et notamment les régions, doivent absolument se sentir parties prenantes de l'effort des maîtrises des comptes publics". Il a reproché aux socialistes de faire "dans l'affrontement stérile, le dénigrement du travail du gouvernement et l'opposition systématique".

Le premier ministre a souligné que la politique du gouvernement consiste "à repenser le fonctionnement de nos administrations".

Il s'en est pris aux responsables socialistes de l'Association des régions de France (ARF) et de l'Association des départements de France (ADF). Lesquelles avaient refusé de participer jeudi 28 février à la conférence sur le déficit à laquelle le président Nicolas Sarkozy avait invité "tous les acteurs publics". "Que des élus de la République refusent le dialogue pour des raisons électoralistes, ce n'est pas l'idée que je me fais d'une démocratie responsable", a lancé le chef de la majorité.

"Répondre à l'opposition"

"Pour que l'enjeu régional de ces élections soit préservé, nous devons répondre à une opposition qui, du Parti socialiste au Modem, de l'extrême droite à l'extrême gauche, ne craint pas de nationaliser sa critique. Mon devoir est d'y répondre", a-t-il lancé devant quelque 1200 personnes.

Il faut "convaincre les Français que ce front du refus est stérile pour la France, comme pour nos régions", a-t-il poursuivi. Accusant la gauche de "proposer aux Français de faire des régions des bastions de la résistance au changement et du déni de la réalité", il a aussi de nouveau fustigé la hausse des dépenses des collectivités locales.

"Depuis une dizaine d'années, ces dépenses locales progressent de 6 % par an, hors transfert de compétences", a déploré le premier ministre. "A quoi sert-il que nous nous battions pour ne pas augmenter les impôts, si, par ailleurs, les impôts locaux augmentent ? A quoi sert-il que l'Etat réduise le nombre de ses agents publics, si, par ailleurs, les embauches au niveau local se poursuivent...", a-t-il encore dit.

Aqui.fr

Jeudi 4 Février 2010

REGIONALES. François Fillon vient apporter son soutien à Xavier Darcos

Ce 4 février, Xavier Darcos, le ministre du Travail a lancé sa campagne lors d'un grand meeting à Mérignac. Pour cela, il a bénéficié du soutien du Premier ministre, François Fillon, qui est venu en personne lui prêter main forte. Preuve, pour ceux qui en doutaient encore, que ces élections régionales ont bien une portée nationale.



"Pour que l'enjeu régional de ces élections soit préservé, nous devons répondre à une opposition qui, du Parti socialiste au MoDem, de l'extrême droite à l'extrême gauche, ne craint pas de nationaliser sa critique. Mon devoir est d'y répondre", a clamé François Fillon devant 1.200 personnes. En effet, la popularité du chef de l'Etat, Nicolas Sarkozy, est actuellement au plus bas. Et, l'opposition socialiste entend en profiter pour s'appropriier l'ensemble des régions. Xavier Darcos ne croit guère en ce scénario. "Je crois qu'il y a plusieurs endroits, où nous aurons de bonnes surprises", assure-t-il. "Il est de mon devoir de convaincre les Français que ce front du refus est stérile pour la France, comme pour nos régions", a avancé François Fillon. "Depuis une dizaine d'années, ces dépenses locales progressent de 6% par an, hors transfert de compétences", a rappelé le Premier ministre. "A quoi sert-il que nous nous battions pour ne pas augmenter les impôts, si, par ailleurs, les impôts locaux augmentent ? A quoi sert-il que l'Etat réduise le nombre de ses agents publics, si, par ailleurs, les embauches au niveau local se poursuivent...", a-t-il interrogé.

Xavier Darcos fustige "l'inflation" des dépenses du Conseil régional d'Aquitaine

Conscient que la partie est loin d'être gagnée en Aquitaine face au socialiste, Alain Rousset, Xavier Darcos qui avait déjà été battu en 2004 souligne, avec malice, qu'il ne voit pas "comment le PS pourrait s'allier avec les Verts entre les deux tours, compte tenu de l'opposition de ces derniers à la LGV". Une façon de montrer que "rien n'est joué". Il a dénoncé "l'inflation des dépenses" de la Région Aquitaine, qui s'est traduite par une hausse des impôts. Promettant de ne pas augmenter les impôts et de "mettre fin au clientélisme et au saupoudrage", le candidat UMP a également raillé les dépenses de communication de la région, devenue "une principauté de Rousset 1er avec ses gazettes, et pourquoi pas bientôt un timbre à son effigie". "L'arrogance de la gauche en Aquitaine et en Gironde ne doit pas nous impressionner", a conclu Alain Juppé, le maire de Bordeaux.

Sud Ouest

Samedi 6 Février 2010

UMP. Valérie de la Marnière, porte-parole de Xavier Darcos en Lot-et-Garonne, impose déjà son leadership dans sa circonscription

Sa parole porte déjà



«Je ne suis pas une femme de réseaux et je ne fais partie d'aucune obédience. C'est peut-être nouveau en Lot-et-Garonne mais c'est la meilleure façon d'obtenir la confiance de ses militants. Il n'empêche, je suis une femme de conviction. Je soutiens mon parti sans faille lorsqu'une décision est prise. Voilà le message que j'ai souhaité transmettre aux adhérents UMP de la circonscription de Marmande lorsque j'ai été élue en novembre 2008. Aujourd'hui, on ne doit plus faire de la politique comme autrefois. Il faut changer les mentalités et l'état d'esprit. C'est un labeur de longueur haleine, je m'y emploie ».

Valérie de la Marnière, 41 ans, joli minois, est intarissable. Une vraie pipelette comme on dirait dans nos campagnes. « Quand j'étais petite, on me donnait de l'argent pour que je me taise », se souvient-elle, l'œil espiègle. Mais elle ne parle pas pour ne rien dire. « Depuis un an et demi, je me suis escrimée à rétablir une communication qui n'existait plus avec nos militants. J'ai multiplié les réunions inter cantonales. Si bien qu'avec mon équipe, nous avons réussi à mobiliser notre électorat, environ 450 militants, pour les Européennes. Je suis accessible à tous et les adhérents ont le sentiment de retrouver une vraie famille ».

Elle ne prend pas ombrage si Michel Trembleau, qu'elle a battu avec 63 % des suffrages lors de l'élection du délégué de circonscription, a choisi de démissionner de l'UMP47 avec une cinquantaine d'amis pour se rallier sous la bannière associative, Convergences. « Ces 50 départs sont le fruit de gens qui n'ont pas accepté l'expression démocratique du scrutin de novembre 2008. Je ne leur jette pas la pierre et comme je leur ai toujours affirmé, notre porte reste ouverte ».

L'intérêt général d'abord

En général, la conseillère municipale de Mauvezin-sur-Gupie est assez précise lorsqu'elle balance ses flèches. Elle n'a pas décroché le titre de championne de France de tir à l'arc à 13 ans par hasard. Dès qu'une cible se présente, elle vise en plein cœur. Dès lors, sa présence sur la liste départementale pour les Régionales n'étonnera personne. Même si elle disposait des compétences pour prétendre à une place surchoix.

« Dans mon esprit, il n'y a jamais eu d'ambiguïté, claire cette mère de trois enfants. J'ai accepté de figurer sur la liste quelle que soit ma position. Il faut en finir avec cet état d'esprit qui consiste à dire " si je n'ai pas la place voulue, je ne soutiendrai pas ma liste" ». Où se situe l'intérêt général dans ce raisonnement ? Je ne suis pas éligible et alors ? Je mettrai toute mon énergie au service de nos leaders. Il faut arrêter de regarder dans son pré carré. Être élu, c'est être au service des autres et non l'inverse. Il faut avoir la sagesse de laisser sa place si c'est utile à la collectivité ».

Prête à batailler

À l'évidence, Valérie de la Marnière, en douzième et dernière position sur la liste, n'a guère goûté au cabotinage de certains lors de l'élaboration de la liste départementale. Et cette Béarnaise n'est pas du genre à user de la langue de bois à tort et à travers. Elle préfère aller droit au but quitte à déplaire à quelques caciques aux conceptions obsolètes à ses yeux.

Oui, si cette ancienne cadre commerciale, aujourd'hui infirmière, métier qu'elle a repris en s'installant en Lot-et-Garonne, est arrivée en politique sur le tard, elle entend rattraper le temps perdu. Elle se sent assez solide et bien entourée pour envisager de livrer de grosses batailles électorales dans un futur proche. On a hâte d'y être !

Sud Ouest

Vendredi 5 Février 2010

UMP. Le parti présidentiel lance sa campagne en jouant la carte du renouvellement

« De quelque part »



Jérôme Peyrat l'a voulue « ludique et dynamique ». Il parlait ainsi de la présentation, hier, de la liste UMP qu'il mène pour les élections régionales de mars prochain. Il avait réuni tout son monde sur le stade de Périgueux pour poser avec un ballon ovale à la manière d'une équipe de rugbymen. La moyenne d'âge est de 44 ans, avec une benjamine de 21 ans.

Une liste comprenant deux membres du Nouveau Centre (ex-MoDem), Josie Bayle et Fataye Kuye et un radical, Jean-Michel Faure. Une liste composée, selon son leader, « de personnes qui sont de quelque part, qui représentent des intérêts locaux forts et qui ne sont pas des apparatchiks comme sur d'autres listes ». Il n'y a guère que l'ancien sénateur Dominique Mortemousque, symboliquement placé en fin de liste, qui est un grand habitué des scrutins. Et Claudine Le Barbier est la seule élue sortante de la Région.

« Querelles de famille »

Des candidats qui se veulent plutôt critiques par rapport à l'équipe régionale actuelle menée par le socialiste Alain Rousset : « la Dordogne est l'oubliée de la Région » répètent-ils tous à tour de rôle. Jérôme Peyrat met moins de pincettes en critiquant sa manière d'agir : « Elle est incohérente, à la traîne des hobereaux des départements et saupoudre ses crédits ».

Dominique Mortemousque défend aussi la réforme territoriale en cours : « Il faut arrêter les positions dogmatiques. La France a besoin d'être réformée ». Ils assurent tous que l'UMP est bien en ordre de marche derrière le gouvernement : « Il est grand temps que l'Aquitaine se mette à l'heure de la France ».

Au passage, Jérôme Peyrat allume le Parti socialiste et ses divisions. « Ils en sont à des querelles de famille pathétiques en Languedoc... Et je crains que nous ne soyons pas à l'abri des mêmes problèmes plus près de nous », prophétise Jérôme Peyrat.

Des discussions franches

Des querelles qui existent aussi un peu à l'UMP, notamment avec les rancœurs que les absents de cette liste doivent ressentir. Nul doute que les élus Alain Lucas (Verteillac), Pierre Giry (Nontron) ou Michel Jaccou (Thiviers) auraient pu trouver une place dans cette équipe. « J'assume ces choix et Xavier Darcos aussi », explique le chef de file. « Nous avons eu des discussions très franches mais nous avons expliqué à chacun que la vie politique ne s'arrête pas aux Régionales ». Jérôme Peyrat rappelle qu'il y aura des cantonales l'an prochain puis de grands rendez-vous en 2014. Les oubliés de cette liste auront de quoi prendre leur revanche.

La campagne est donc bien lancée. Hier soir, les Périgordins retrouvaient les autres listes de la Région autour de François Fillon à Bordeaux. Ce week-end, c'est Xavier Darcos (lire ci-contre) qui va sillonner le département pour rencontrer militants et électeurs.

Otages des écologistes

La campagne se déclinera en Dordogne sous forme de rendez-vous thématiques (transports, retraités agricoles, économie). « Nous devons avoir un discours très volontariste sur certains dossiers comme l'amélioration de la RN 21. S'il faut la concéder pour la financer, on le fera... Il n'y a pas de raison d'être otage des écologistes : la croissance zéro, c'est une idée de bobo. Il faut créer de l'activité et de l'emploi ».

Le président de l'UMP en Dordogne, défend aussi le bilan du président Sarkozy et les choix qui sont faits : « L'État a pris sa part dans la relance et a investi. Il lui a même fallu un peu secouer les régions

». Le numéro trois, Philippe Cornet, relativise de son côté les aides de la Région : « Voilà des mois que je demande le détail des aides reçues par la ville de Périgueux... Je les attends encore ».

La liste de l'UMP en Dordogne

- 1) Jérôme Peyrat, 47 ans, maire de La Roque-Gageac, directeur de cabinet du Secrétaire d'État à la Francophonie.
- 2) Claudine Le Barbier, 57 ans, conseillère régionale sortante, conseillère générale de Belvès.
- 3) Philippe Cornet, 46 ans, conseiller municipal de Périgueux, avocat.
- 4) Josie Bayle, 57 ans, commerçante à Bergerac.
- 5) Jean-Michel Faure, 43 ans, conseiller municipal de Saint-Pardoux-la-Rivière, gérant de société.
- 6) Nathalie Fontaliran, 40 ans, adjoint au maire de Montignac, juriste.
- 7) Fataye Khuye, 52 ans, professeur à Bergerac.
- 8) Paulette Sicre, 52 ans, adjointe au maire de Neuvic.
- 9) Jonathan Prioleaud, 25 ans, collaborateur comptable à Bergerac.
- 10) Françoise Chaminade, 51 ans, agricultrice à Sorges.
- 11) Frédéric Gauthier, 43 ans, adjoint au maire de Terrasson, consultant en informatique.
- 12) Corinne Ducoup, 49 ans, maire de Goût Rossignol.
- 13) Dominique Mortemousque, 59 ans, maire et conseiller général de Beaumont.
- 14) Amélie Leger, 21 ans, étudiante à Trélissac.

Sud Ouest

Jeudi 4 Février 2010

POLITIQUE. Avec l'étiquette Nouveau centre, elle est quatrième sur la liste UMP

Josie Bayle entre dans la bataille



Indépendante et fidèle. C'est ainsi qu'elle aime bien se définir. Et c'est finalement dans la famille du Nouveau centre que Josie Bayle se sent le mieux. Parité et ouverture aux autres formations de la majorité, et la voilà propulsée en quatrième position sur la liste UMP aux régionales, menée par Xavier Darcos. Mais pas seulement. « Je ne m'y attendais vraiment pas et son coup de fil m'a convaincue. »

Car Josie Bayle n'est pas totalement une inconnue sur la scène politique du Bergeracois, et sa longue silhouette blonde reste attachée aux combats de la Fédération des commerçants, qu'elle a longtemps présidée.

Fidèle à la famille de droite, elle se sent héritière de valeurs gaullistes par son père. Elle avait adhéré au RPR, mais ne se reconnaît pas suffisamment dans l'UMP, préférant rester dans une opposition « constructive ». CQFD : pas à la façon de Daniel Garrigue. Avec qui elle s'est présentée aux dernières municipales et dont elle loue le travail « accompli pour la ville ».

Position éligible

En revanche, elle ne le suit pas sur ses prises de positions systématiquement anti-sarkozistes. Trop, c'est trop. Et pour elle, comme on ne construit rien seul contre tous, elle a choisi la formation d'Hervé Morin, qui lui assure une assise logistique. Sans rompre avec la famille. « Daniel Garrigue connaît ma position. Il sait que je suis sur la liste UMP avec l'étiquette Nouveau centre. Je l'ai vu lors de ses vœux. Il m'a simplement dit : "Alors Josie, une nouvelle bataille ?" »

Placer en position éligible une proche de Daniel Garrigue, une tactique politicienne de la part de l'UMP ? « Pas du tout. Cela n'a jamais été évoqué. De toute façon, tout le monde sait ce qu'il représente ici. Et je crois que, secrètement, chacun espère qu'il rentre à la maison... »

Fibre politique

Née à Sigoulès, cinquième d'une famille de dix enfants, Josie s'est sentie très vite la fibre politique. « Par les rencontres que j'ai faites quand j'étais jeune. » Ce fut dans sa patrie natale de Sigoulès qu'elle fut d'abord conseillère municipale puis adjointe au maire. Mais elle démissionne. « J'étais opposée à la façon dont on réaménageait le centre-bourg, que l'on vidait de ses commerces traditionnels. » Entre-temps, Josie Bayle a créé son pressing qu'elle dirige toujours rue Valette à Bergerac.

Très attachée à Sigoulès, elle garde pour seule fonction celle de présidente de la Foire aux vins. Une manifestation où elle croise Yves Guéna qui l'encourage à persévérer en politique. En 1999, elle est

élue présidente de la Fédération des associations de commerçants. Et on se souvient des combats menés à ce titre contre Carrefour à Creysse. « Il ne faut pas se tromper de combat. Nous n'étions pas opposés à l'enseigne, mais nous estimions que nous étions « surbookés » au niveau densité commerciale. » L'économie l'intéresse. Elle devient trésorière de l'espace économie emploi et membre de la CCI. Pour autant, elle n'abandonne pas la politique. En 2002, elle se présente aux cantonales face à Dominique Rousseau (PS), avec l'étiquette UDD (droite départementale) « C'est très formateur, mais une campagne c'est rude. Il faut avoir le cuir solide face à certaines attaques. »

Son « futur » mandat

À l'issue des municipales, elle renonce à occuper son poste de conseillère d'opposition, incompatible selon elle avec ses fonctions à la Fédération des commerçants. Fonctions qu'elle sacrifie cette fois - tout en restant au conseil d'administration - puisqu'elle laisse la présidence à Isabelle Zanette. Elle veut consacrer à son « futur » (sic) mandat de conseillère régionale. Une mission qui l'enthousiasme : « Je le prends comme une nouvelle expérience. Si on a envie de travailler, c'est un mandat important pour la vie quotidienne, les transports, l'économie et l'environnement, surtout avec les réformes territoriales qui s'annoncent. » Un tremplin pour des combats plus locaux, les cantonales ? Elle fait une moue qui veut dire non. Mais, prudente : « Enfin, il ne faut jamais dire fontaine... »

Sud Ouest

Mercredi 3 Février 2010

Derrière la n° 1 Christiane Pieters, les colistiers gersois ont entamé, hier, six semaines de bataille

L'UMP part « unie » dans la campagne

Finies les petites querelles intestines. Après avoir vécu un automne agité par le duel à suspense et médiatique entre Michel Gabas et Christiane Pieters, débouchant même sur un appel au calme lancé par la tête de liste régionale Brigitte Barèges en novembre dernier, l'UMP gersoise s'affiche unie par un lien que l'on croirait presque sacré.

Hier, au siège départemental du parti, huit des neuf candidats figurant sur la liste se sont officiellement lancés dans la campagne. Pour le meilleur, ils en sont persuadés. « Une liste totalement nouvelle, explique la n° 1 Christiane Pieters, consillère générale sortante, la seule à repartir sur le front midi-pyrénéen six ans après. Elle ressemble au paysage gersois et aux sensibilités de l'UMP. »

De nouvelles têtes

Certains visages sont connus, d'autres beaucoup moins. Parmi les personnalités politiques, on retrouve le maire de Mirande, Pierre Beaudran (radical valoisien, n°2), la représentante d'Alternative libérale, Douce de Franclieu (n° 7), ou l'ex-maire de Condom, Gérard Drubrac (n° 8). Christine Duccarouge (n° 3), conseillère municipale d'opposition à L'Isle-Jourdain, Philippe Beyries (divers droite, n° 4), maire de Castelnau-d'Auzan, Raymonde Dambiel-le (n° 5), l'édile de Saint-Lizier-du-Planté, le jeune populaire David Nadaud (n° 6) ou la conseillère municipale d'opposition à Auch, Rose-Marie Miotti (n°9), font partie des surprises.

Leur campagne officiellement lancée, les mines sont donc radieuses. Et les candidats UMP se montrent voraces. Gérard Dubrac, qui se déclare volontiers « ancien-futur député de la première circonscription » et critique à foison ses vieux adversaires socialistes (lire par ailleurs), illustre particulièrement cet appétit, lui dont l'actualité récente a été marquée par des soucis judiciaires : « J'espère apporter à Christiane Pieters, en tant que suppléant, tout ce qu'elle m'a apporté durant des années... »

Alors que la campagne sera marquée par une dizaine de réunions publiques disséminées à travers le département, la chef de file régionale Brigitte Barèges sera en visite une journée, le mercredi 17 février à Mirande, où elle animera notamment un meeting, point d'orgue de la campagne.

Brigitte Barèges, qui veut doubler le score des écologistes de Gérard Onesta et terminer devant la liste conduite par Martin Malvy dont elle critique le bilan. « Mais c'est quoi son bilan ? Peut-on citer un exemple d'infrastructure extraordinaire qu'il ait réalisée sur notre territoire ? », questionne-t-elle.

Un festival de petites phrases

Pour leur entrée officielle en campagne, les colistiers de Brigitte Barèges s'en sont donnés à cœur joie. Gérard Dubrac, très en forme, a notamment attaqué ses adversaires socialistes sur l'éventuelle difficulté de constituer une liste de gauche au second tour : « Ils vont devoir mettre du rouge, du vert, du noir, peut-être même de l'orange. Et bien, ceux qui voteront pour eux seront marrons. »

Le tout jeune mais déjà virulent David Nadaud, 25 ans, s'en est pris au président du Conseil général Philippe Martin (« il m'avait reproché, il y a quelque temps, de ne pas afficher mes idées, je lui réponds aujourd'hui »), rappelant également l'intérêt de voter pour la liste de la majorité présidentielle : « Les socialistes veulent des régions bouclier, nous, on veut des régions levier. »

Sud Ouest

Mercredi 3 Février 2010

SAINT-AUBIN-DE-MÉDOC, 6E CIRCONSCRIPTION.

Jean-Marc Meyre fantassin de l'UMP

Jean-Marc Meyre vient de succéder à Laurent Pécout à la tête de la 6e circonscription de l'UMP. Son prédécesseur, leader de l'opposition au Haillan, avait motivé son départ de l'appareil départemental « pour des raisons personnelles, professionnelles, et afin de se consacrer pleinement aux enjeux de ma commune ».

Jean-Marc Meyre, 43 ans, ancien champion de voile, journaliste pigiste, est actuellement le directeur de cabinet du maire de Saint-Aubin, Christophe Duprat.

Christophe Duprat qui est désormais le seul maire de droite de la circonscription, les autres communes (Mérignac, Le Taillan, Le Haillan, Saint-Médard, Martignas et Saint-Jean-d'Ilac) étant aux mains du PS.

Une question s'impose : Jean-Marc Meyre, courroie de transmission de Christophe Duprat ?

Rompre l'isolement

« Sur la commune de Saint-Aubin, nous sommes en relations étroites. Au niveau de la circonscription, la dimension est toute autre. Il s'agit de fédérer les forces en présence, d'installer un dialogue permanent avec les élus et les militants. Les délégués UMP des communes sont des relais de proximité. Il faut nous appuyer sur les gens d'expérience et favoriser de nouvelles dynamiques avec l'arrivée de jeunes. »

Pour l'heure, Jean-Marc Meyre multiplie les réunions en interne et prépare la double venue de Xavier Darcos sur la 6e circonscription, demain jeudi 4, puis le 12 février.

Une fois les régionales passées, puis les législatives, les municipales seront à l'horizon. Tout l'enjeu de l'UMP sera de tenter de ramener des communes dans le giron de la droite. Rappelons que Saint-Jean-d'Ilac a été perdue il y a un an à l'issue d'un recours électoral formulé par le PS Jacques Fergeau, plaçant Saint-Aubin dans un isolement que les militants n'auront de cesse de rompre.

Sud Ouest

Lundi 01 Février 2010

UMP. Xavier Darcos présentera officiellement sa liste à Mérignac jeudi. Elle comptera peu de sortants et jouera la carte de la proximité

Les vraies gens de Darcos



L'inauguration du regroupement scolaire Jusqu'au 21 mars, Xavier Darcos sera un peu moins ministre du Travail et un peu plus candidat aux régionales. C'est en tout cas ce qu'on peut déduire d'un emploi du temps où il ne sera à Paris que les mardis et mercredis et le reste de la semaine en Aquitaine. Et si on lui suggère que cette montée au front est un peu tardive en comparaison du président sortant Alain Rousset, lancé depuis le

7 janvier, il répond : « Je suis en campagne depuis octobre et, rien que la semaine dernière, je suis allé successivement voir des chefs d'entreprise à Primrose et des écologistes au parc naturel de Bruges, j'ai rencontré des spécialistes de recherche médicale, des patrons de PME, des responsables de service à la personne, bref ça n'arrête pas. »

Il n'empêche : le vrai coup d'envoi aura lieu jeudi au Pin galant à Mérignac, pour le premier grand meeting en Gironde en présence du Premier ministre François Fillon.

Les « apparatchiks » du PS

À cette occasion, il est à prévoir que Xavier Darcos exprimera ses thèmes des deux mois à venir. L'offensive contre Alain Rousset d'abord : « Il affirme des choses fausses avec un aplomb incroyable. Il est entouré d'apparatchiks et de membres de son clan, à commencer par la femme d'Alain Anziani et le fils de Philippe Madrelle. » En revanche, lui, Xavier Darcos, joue la carte de l'ouverture et de la jeunesse avec un seul autre sortant que lui-même parmi les premiers de liste (Dominique Ducassou) et avec des figures féminines nouvelles comme la conseillère municipale bordelaise Alexandra Siarri, numéro deux girondine, la maire de Lapouyade Hélène Estrade, numéro quatre, etc. Reste tout de même quelques éléments chevronnés comme Nicolas Florian, le député Jean-Paul Garraud, le maire de Lège-Cap-Ferret Michel Sammarcelli, entre autres.

De quoi donner une solide assise régionale au ministre : « Je n'ai aucune envie de me laisser prendre dans le débat de ma présence en Aquitaine, riposte-t-il. Je veux entendre les vraies gens, ceux qui me disent qu'Alain Rousset ne s'occupe pas d'eux. Les embouteillages, l'aide aux entreprises, la formation qui n'est pas au rendez-vous, voilà des préoccupations de proximité. »

Cactus centriste

Lors d'une réunion jeudi dernier à sa permanence de campagne, Xavier Darcos s'est aussi attaché à consoler ceux qui espéraient une meilleure place : « Vous ne vous imaginez pas l'énergie que j'ai dépensée pour constituer ces listes ; et encore, c'est en Gironde que cela s'est le mieux passé. » Le Nouveau Centre lui a quand même donné du fil à retordre. Jusqu'au dernier moment, les discussions ont été serrées.

Christophe Duprat a finalement repris la treizième position à Thierry Millet qui a failli se trouver rétrogradé à la 30e et se retrouve 15e : « Il y avait des accords nationaux qui n'ont pas été respectés par l'UMP girondine mais je n'en veux pas à Xavier Darcos qui a été correct », a confié Thierry Millet. Affaire à suivre

Zoom sur deux candidats



Isabelle Roy, consultante tourisme à Captieux, mère de famille, n°8

« Je suis déléguée UMP sur la neuvième circonscription (172 communes et dix cantons), consultante tourisme dans une coopérative nommée Coactions. Le tourisme est une de mes préoccupations et je fais partie de la commission nationale de l'UMP. L'aménagement du territoire m'intéresse aussi, étant issue d'une famille de viticulteurs et de sylviculteurs. »



Eddie Puyjalon, agent de maîtrise à Ambès, n°9 :

« Les accords nationaux entre CPNT et l'UMP m'ont permis d'entrer sur cette liste pour les élections au Conseil régional, que nous avons quitté en 2004 après avoir compté neuf élus. Je m'engage contre la politique punitive des Verts et pour le maintien de nos traditions qui constituent la plus belle carte de visite de la région. Je fais partie des déçus de la gauche puisque j'avais voté Mitterrand en 1981. »

Les 38 candidats

1. Xavier Darcos ; 2. Alexandra Siarri (conseillère municipale Bordeaux) ; 3. Nicolas Florian (Villeneuve-d'Ornon, secrétaire départemental UMP) ; 4. Hélène Estrade (maire de Lapouyade) ; 5. Jean-Paul Garraud (député du Libournais) ; 6. Sylvie Trautmann (Pessac, Nouveau Centre) ; 7. Dominique Ducassou (conseiller sortant) ; 8. Isabelle Roy (Langon) ; 9. Eddie Puyjalon (CPNT, Cubzac-les-Ponts) ; 10. Marie-France Théron (maire de Portets) ; 11. Michel Sammarcelli (maire de Lège-Cap-

Ferret) ; 12. Agnès Nédélec (Parti chrétien démocrate, Talence) ; 13. Christophe Duprat (maire de Saint-Aubin- de-Médoc) ; 14. Géraldine Amouroux (Bordeaux) ; 15. Thierry Millet (Nouveau Centre, Mérignac) ; 16. Marie-Geneviève Rauzy (Le Bouscat) ; 17. Jean-Bernard Dufourd (maire de Naujac) ; 18. Olivia Laurentjoye (Sainte-Eulalie) ; 19. Michel Holmières (maire de Castillon-la-Bataille) ; 20. Emmanuelle Cuny (Bordeaux) ; 21. Xavier Paris (Gujan-Mestras) ; 22. Alice Korn (Blanquefort) ; 23. Michel Le Maître (diversité) ; 24. Nathalie Mercadet (Pessac) ; 25. Bernard Lummeaux (adjoint Arcachon) ; 26. Christine Peyré (Mérignac) ; 27. Philippe Balayé (premier adjoint Caudaujac) ; 28. Elisabeth Rousseau (société civile, Garderan) ; 29. Philippe Tardy (Cenon) ; 30. Catherine Andrieux de Levis (Bordeaux société civile) ; 31. Pierre Préaut (Beguey) ; 32. Christelle Martin (Bègles) ; 33. Benoit Grange (Jeunes populaires) ; 34. Dominique Hill (Lormont) ; 35. Joël Solari (conseiller municipal Bordeaux) ; 36. Sylvie Cazes (idem) ; 37. Yves d'Amécourt (maire de Sauveterre-de-Guyenne) ; 38. Chantal Bourragué (députée).

Sud Ouest

Mardi 02 Février 2010

LA COMPOSITION DE LA LISTE, UMP La composition de la liste menée par Alain Lamassoure est un signal fort lancé aux électeurs centristes. La présence d'Yves Urieta reste incertaine

Le Nouveau Centre en force sur la liste Majorité présidentielle



Yves Urieta ne cache pas sa déception. Alain Lamassoure, tête de liste Majorité présidentielle dans les Pyrénées-Atlantiques, ne lui propose en effet que la 7^e place, qui ne sera pas éligible en cas de défaite de Xavier Darcos. L'ancien maire de Pau espérait la 5^e place.

Ce week-end, Yves Urieta a déclaré attendre mercredi et la réunion du bureau national de sa formation, la Gauche moderne, pour donner sa réponse. Comment, dès lors, interpréter son absence hier lors de la présentation officielle de la liste menée par Alain Lamassoure ?

« Nous souhaitons qu'il soit avec nous sur cette liste, a répondu avec calme le député européen. Il y a une place pour lui qui correspond à ce que représente la Gauche moderne dans le département. Mais s'il ne veut pas venir, je ne suis pas inquiet quant à notre capacité à trouver d'autres bons candidats. » À suivre, donc, dans la semaine.

La bataille du centre

Pour le reste, pas de surprise. Alain Lamassoure et les caciques de l'UMP ont concocté une liste très « Majorité présidentielle » où les « partis associés » sont plutôt bien représentés, si l'on met à part le cas d'Yves Urieta. On retrouve ainsi à une très bonne place, la 3^e, le président de CPNT, Frédéric Nihous. Mais c'est surtout le Nouveau Centre qui tire le mieux son épingle du jeu, avec trois représentants : Charles Pélanne, Beñat Inchauspe et surtout, l'avocate paloise Véronique Lipsos-Sallenave, présidente du NC dans le département, placée en 2^e position.

Outre l'affection naturelle que porte Alain Lamassoure aux centristes (il fut longtemps à l'UDF), cette forte représentation n'est pas innocente dans un département où le Modem est beaucoup mieux implanté qu'ailleurs. Un département qui possède une forte tradition centriste et de démocratie chrétienne, a rappelé Alain Lamassoure.

Pour essayer de contrer la liste menée par Jean-Jacques Lasserre, l'UMP a donc joué la carte Nouveau Centre. Une aubaine pour Véronique Lipsos-Sallenave et ses amis, qui cherchent à s'imposer comme la force centriste qui compte. « Nous avons l'intention, au cours de cette campagne, de rappeler aux électeurs du département qui sont les véritables centristes », a souligné hier la conseillère municipale paloise. Une exposition inespérée pour le Nouveau Centre.

Pour le reste de la liste, Alain Lamassoure a insisté sur un « extraordinaire renouvellement » et un net rajeunissement des candidats (5 ont moins de 35 ans). Un Lamassoure qui se plaît à dire que la position d'outsider de la Majorité présidentielle en Aquitaine n'est pas un handicap, bien au contraire :

« En politique comme en sport, il y a des matches considérés comme perdus d'avance que l'on finit par remporter. »

Voici la composition de la liste conduite par Alain Lamassoure. On y trouve, en seconde position, Véronique Lipsos-Sallenave (avocate, conseillère municipale à Pau, présidente départementale du Nouveau Centre), suivie par Frédéric Nihous (président de CPNT), Sylvie Durruty (adjointe à Bayonne, UMP Parti radical), Peyuco Duhart (maire de Saint-Jean-de-Luz, UMP), Stéphanie Medan (adjointe à Jurançon, UMP), Yves Urieta (Pau, Gauche moderne), Simone Currutchet (maire d'Osserain-Rivareyte, UMP), Charles Pelanne (conseiller général de Garlin, Nouveau Centre), Carine Arnaud (conseillère municipale à Orthez, UMP), Olivier Carasco (adjoint à Mauléon, UMP), Marie-Hélène Salagoity (suppléante du conseiller général d'Arudy), Philippe Nalpas (conseiller municipal à Biarritz, UMP), Patricia Mamet-Soppelsa (UMP, Biarritz), Claude Olive, (conseiller municipal à Anglet, UMP), Marie-Noëlle Langford (Pau, UMP) et Beñat Inchauspe (maire et conseiller général à Hasparren, Nouveau Centre). Manque encore les noms des deux suppléants.

Sud Ouest

Lundi 01 Février 2010

MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE. La liste d'Alain Lamassoure sera dévoilée aujourd'hui. Certains, tel Yves Urieta, font la grimace

Des arbitrages pas toujours appréciés



Le verdict sera rendu cet après-midi lors d'une conférence de presse à Pau. On connaîtra alors officiellement les 19 noms (17 titulaires, 2 suppléants) de la liste Majorité présidentielle pour les Pyrénées-Atlantiques menée par le député européen Alain Lamassoure (UMP). Cette liste, qui aura nécessité des négociations jusqu'au dernier moment, a été entérinée samedi dernier lors du Conseil national de l'UMP à Paris. L'accouchement s'est révélé douloureux car il fallait trouver des équilibres délicats entre les Béarnais et les Basques, les hommes et les femmes, tout en tenant compte des ambitions des partis alliés à l'UMP.

La liste dévoilée aujourd'hui ne devrait pas déboucher sur de grosses surprises, du moins dans les cinq premières places. Comme nous l'annoncions samedi, la Béarnaise Véronique Lipsos-Sallenave, conseillère municipale de Pau, occupera la deuxième position. Le Nouveau centre qui sera également représenté par Charles Pélanne, conseiller général de Garlin, et Beñat Inchauspe, conseiller général d'Hasparren. Selon Véronique Lipsos-Sallenave, cette deuxième place sonne comme « une reconnaissance » pour le Nouveau centre.

« Un signal fort »

« C'est un signal fort que nous lançons aux électeurs et aux autres listes », souligne-t-elle, en pensant très fort à celle menée par le Modem Jean-Jacques Lasserre. Cette 2e place réservée à une adhérente du Nouveau centre a été âprement défendue par Alain Lamassoure lui-même. Question de stratégie aussi dans un département où le Modem est plus costaud qu'ailleurs. En 3e position, nous retrouverons, sans surprise, le leader de CPNT, Frédéric Nihous, autre allié de la Majorité présidentielle. Derrière lui, une Bayonnaise, Sylvie Durruty (radicale-UMP), conseillère municipale soutenue par Jean Grenet.

Duhart en 5e position

Vient le cas de la fameuse 5e place. Une place « éligible » très convoitée. En cas de victoire à la région, la Majorité présidentielle pourrait compter une bonne dizaine d'élus des Pyrénées-Atlantiques (11 pour être précis). En cas de défaite, tout dépendrait alors du score, mais le nombre d'élus du département tomberait à 5 ou 6, dans l'hypothèse où le second tour se jouerait entre deux listes.

Pour cette 5e place, deux noms étaient en lice. Celui d'Yves Urieta, l'ancien maire de Pau et membre de la Gauche moderne, et celui de Peyuco Duhart, le maire UMP de Saint-Jean-de-Luz, un temps pressenti pour mener la liste départementale, et dont le principal soutien se nomme Michèle Alliot-Marie. Peyuco Duhart ne cachait pas samedi dans nos colonnes qu'il espérait bien se retrouver en position éligible. « Sinon, on en reparlera », avertissait-il. Il n'aura pas à monter au créneau et se place donc en 5e position. La paix sociale à l'UMP est ainsi préservée.

Conséquence directe : Yves Urieta recule à la 7e place. Ce qui, il fallait s'y attendre, ne ravit pas l'ancien maire de Pau. Un choix probablement dicté par les instances nationales de l'UMP, voire par l'Élysée, que n'appréciera pas Jean-Marie Bockel, le président de la Gauche moderne, lequel souhaitait que son « poulain » palois soit éligible. Visiblement déçu, Yves Urieta déclarait samedi qu'il « réservait sa position » jusqu'au bureau national de la Gauche moderne cette semaine. Sa présence ou son absence, aujourd'hui lors de la présentation de la liste, apportera un élément de réponse quant à sa décision finale.

En 6e position, juste avant Yves Urieta donc, on retrouve une autre Béarnaise, Stéphanie Médan, l'une des porte-parole de l'UMP dans cette campagne, par ailleurs élue à Jurançon.

Côté béarnais, Hervé Lucbéreilh, ancien maire d'Oloron et toujours conseiller général, ne sera pas de l'aventure. Il avait prévenu qu'il ne serait pas candidat s'il n'était pas en position éligible. Côté basque, on notera aussi l'absence de la conseillère régionale sortante Anne-Marie Dubecq. Peyuco Duhart est d'ailleurs le seul conseiller régional sortant figurant sur cette liste.

Sud Ouest

Lundi 01 Février 2010

CANDIDATS. Les places éligibles pour les alliés de l'UMP ont provoqué des frictions dans la région

Les listes UMP bouclées dans la douleur



« Nous avons fait des choix avec Xavier Darcos et nous les assumons », explique Jérôme Peyrat, la tête de la liste UMP en Dordogne aux élections régionales. « C'est une liste renouvelée et sympa qui donne une image différente de la politique. Ce sont des gens impliqués dans la vie en Dordogne, pas des professionnels de la politique, pas des apparatchiks. »

Charente

Les problèmes se sont cristallisés sur la troisième place de la liste menée par Henri de Richemont, conseiller régional UMP sortant. Ancien directeur de cabinet de Christine Boutin, Vincent You y a été propulsé en lieu et place de l'UMP Jean-Marc de Lustrac, le maire de Vars. Décidée à Paris, cette substitution vise à contenter le Parti chrétien-démocrate de Christine Boutin. Elle provoque la colère des élus locaux. Jean-Marc de Lustrac a opté pour un retrait pur et simple de la liste.

Charente-Maritime

Avec Dominique Bussereau à sa tête, la liste UMP était d'ores et déjà calée. Le CPNT de Saint-Laurent-de-la-Prée, Thierry Joulin, hérite de la cinquième place.

Gironde

Comme (presque) partout, la question des places réservées aux alliés de l'UMP a provoqué son lot de tiraillements.

Du côté du Nouveau Centre, la Pessacaise Sylvie Trautmann hérite de la sixième place, mais le président départemental Thierry Millet est relégué en quinzième position.

Xavier Darcos, tête de liste, et Dominique Ducassou, l'adjoint UMP au maire de Bordeaux, sont les seuls conseillers régionaux sortants en position éligible. Soutenue par Alain Juppé, la conseillère municipale bordelaise Alexandra Siarri est au deuxième rang.

Landes

Derrière Arnaud Tauzin, 34 ans et conseiller municipal de Saint-Sever, la liste est profondément renouvelée et fait la part belle à la jeunesse. Marie-Françoise Nadaud, de Parentis, est à la deuxième place. Les frictions se sont concentrées sur le troisième strapontin, Serge Lansaman, le maire d'Hagetmau, ayant été recalé au profit de l'avocat dacquois Bertrand Defos du Rau. À noter la quatrième place de Béatrice Prieur, Nouveau Centre, une jeune agricultrice de Belus, docteur en histoire de l'art.

Lot-et-Garonne

La liste est le résultat des négociations difficiles menées avec le Nouveau Centre du député-maire d'Agen, Jean Dionis du Séjour. Il occupe la troisième place et a obtenu la suivante pour sa camarade marmandaise Laurence Valay. Il n'est devancé que par la conseillère régionale sortante Laurence Maïoroff (UMP) et par le député du Marmandais, Michel Diefenbacher (UMP). Le Villeneuvois est relégué à la sixième place avec l'UMP Florence Graneri.

Dordogne

On trouve peu de caciques derrière Jérôme Peyrat, le maire de La Roque-Gageac, ex-conseiller à l'Élysée. Le Nouveau Centre hérite de deux bonnes places, la quatrième pour Josie Bayle, la présidente des Commerçants de Bergerac, et la septième pour le Bergeracois d'origine togolaise Fataye Kuye.

Pyrénées-Atlantiques

Emmenée par le député européen Alain Lamassoure, la liste accueille en deuxième position la présidente du Nouveau Centre, Véronique Lipsos-Sallenave, conseillère municipale d'opposition à Pau. Le CPNT Frédéric Nihous est troisième, la Bayonnaise Sylvie Durruty (UMP radicale) quatrième. La bataille pour la cinquième place a été rude. La Gauche moderne de Jean-Marie Bockel la voulait pour l'ancien maire de Pau, Yves Urieta. Celui-ci est finalement rétrogradé de deux rangs, le maire de Saint-Jean-de-Luz, Peyuco Duhart, occupant cette place éligible. Très déçu, Yves Urieta donnera sa réponse cette semaine.

Gers

Maire de Castéron et conseillère régionale sortante, Christiane Pieters a été désignée tête de liste après une rude bataille avec Michel Gabas, le maire d'Eauze, puis avec Pierre Beaudran, le maire de Mirande. Celui-ci occupe la deuxième place. Ancien député-maire de Condom, l'UMP Gérard Dubrac occupe le huitième rang. Son inéligibilité de dix ans a été effacée par le tribunal il y a quelques semaines.

Sud Ouest

Lundi 01 Février 2010

UMP. La liste menée par Jérôme Peyrat laisse une large place aux nouvelles têtes et à l'ouverture. Ça grogne un peu dans les rangs

« Une image de la politique différente »

« Nous avons fait des choix avec Xavier Darcos et nous les assumons », explique Jérôme Peyrat, la tête de la liste UMP en Dordogne aux élections régionales. « C'est une liste renouvelée et sympa qui donne une image différente de la politique. Ce sont des gens impliqués dans la vie en Dordogne, pas des professionnels de la politique, pas des apparatchiks. »

Tous les secteurs sont représentés et une large part est faite à l'ouverture avec deux places pour le Nouveau Centre ou assimilé (la quatrième et la septième) et une pour les radicaux (la onzième). Il a fallu un peu discuter pour faire passer cette liste devant les militants reconnaît Jérôme Peyrat, qui est aussi le président de l'UMP en Dordogne. Mais il positive avec humour : « Ce débat prouve bien qu'il existe une démocratie au sein de l'UMP. »

Chez les recalés de la liste, on ne souhaite pas faire de commentaire, mais on sent une certaine amertume.

La semaine de campagne sera plutôt active avec la présentation officielle de la liste jeudi, la venue de Xavier Darcos chez Marbot à Neuvic puis des rencontres avec les militants et des socioprofessionnels sur le terrain vendredi et une série d'inaugurations à Montignac samedi. Dimanche, ce sera la fête de la liberté à Sarlat avec Xavier Darcos et Alain Juppé.

Les candidats de l'UMP Dordogne

1) Jérôme Peyrat, maire de La Roque-Gageac. 2) Claudine Le Barbier, conseillère générale de Belvès et conseillère régionale sortante. 3) Philippe Cornet, conseiller municipal à Périgueux. 4) Josie Bayle, présidente des commerçants de Bergerac. 5) Jean-Michel Faure, conseiller municipal à Saint-Pardoux-la-Rivière. 6) Nathalie Fontaliran, adjointe au maire de Montignac. 7) Fataye Kuye, délégué du Nouveau Centre à Bergerac. 8) Paulette Sicre, adjointe au maire à Neuvic. 9) Jonathan Prioleaud,

président bergeracois des jeunes UMP. 10) Françoise Chaminade, agricultrice à Sorges. 11) Frédéric Gauthier, adjoint au maire de Terrasson. 12) Corinne Ducoup, maire de Goûts-Rossignol. 13) Dominique Mortemousque, ancien sénateur, conseiller général et maire de Beaumont. 14) Amélie Léger, étudiante à Trélissac.

UMP. La liste landaise a été dévoilée hier. Son projet suit. La bataille peut débuter

Les jeunes au front



Il y avait foule hier soir à la permanence de l'UMP à Mont-de-Marsan. Les militants attendaient avec impatience le retour de leurs ténors montés à Paris, afin de valider définitivement la composition de la liste landaise aux élections régionales des 14 et 21 mars.

Arnaud Tauzin se glisse avec un plaisir non dissimulé dans la peau du maître de cérémonie. Les uns après les autres, il appelle ses colistiers qui attendent leur tour dans une pièce attenante. Ne manque qu'un accompagnement musical. La galette, avec un coup à boire, viendra plus tard. Une dernière galette, pour la route, avant le combat.

Premiers dans l'ordre d'apparition, les déjà connus Marie-

Françoise Nadaud et Bertrand Defos du Rau. Chacun y va de son petit mot de présentation agrémenté d'un court exposé de ses motivations.

« Arnaud ne l'a pas précisé mais je suis Nouveau Centre », glisse ainsi Béatrice Prieur. La numéro 4 incarne donc « le rassemblement et l'ouverture », tout autant qu'elle « représente la jeunesse ».

De fait, c'est une liste franchement rajeunie qui part au combat. Moyenne d'âge : 45,3 ans. Autre caractéristique, elle tient compte de la géographie départementale mélangeant Montois, Dacquois, Chalossais, gens du Born, du Tursan, de la Côte Sud... « Une formidable couverture géographique », s'emballe Arnaud Tauzin.

Les interventions sont parfois et heureusement un peu piquantes. Ainsi le conseiller d'opposition aturin, Marc Havard, dit sans le nommer tout le mal qu'il pense de Robert Cabé. « À Aire, c'est compliqué de s'exprimer et de vivre au quotidien. Il faut changer ça. »

Pas tendre non plus, Michel Cabiro, ancien adjoint de Serge Lansaman à Hagetmau mais qui a pris ses distances depuis 2008. Les présentations faites, Arnaud Tauzin reprend la main et le micro. Il se fend d'une métaphore sportive. « C'est la fin de mon travail de sélectionneur. » Le voilà désormais entraîneur « heureux d'entamer enfin la véritable compétition ».

Il réitère son souhait de voir l'Aquitaine dirigée par un homme d'État qui plus est ministre du Travail. On verra d'ailleurs Xavier Darcos lundi prochain à Parentis, accompagné de Nadine Morano, autre membre du gouvernement Fillon.

Le premier ministre viendra aussi. Enfin pas loin. À Mérignac en fait et ce dès ce jeudi.

D'ici là, l'UMP départementale aura présenté son projet fort d'une quinzaine de mesures plans. « Il est temps que la voix des Landes se fasse entendre à Bordeaux. »

La liste, de Tauzin à Briffaud

Aux noms déjà connus, Arnaud Tauzin (1), Marie-Françoise Nadaud (2) et Bertrand Defos du Rau (3), s'ajoutent donc dans cet ordre Béatrice Prieur (33 ans, agricultrice, Bélus); Nicolas Tachon (23 ans, étudiant infirmier, conseiller municipal, Mont-de-Marsan); Virginie Faure-Deflandre (41 ans, commerçante, Tarnos), Marc Havard (52 ans, attaché commercial, conseiller municipal, Aire-sur-l'Adour), Delphine Leblanc-Detretz (33 ans, podologue, Mont-de-Marsan), Michel Cabiro (55 ans, agriculteur, Hagetmau), Michèle Birochau (59 ans, infirmière, maire d'Aureilhan), Alain Dudon (58 ans, ingénieur en retraite, maire de Biscarrosse) et Marie-Nicole Briffaud (58 ans, assistante de direction, conseillère municipale, Tyrosse).

POLITIQUE. La Bayonnaise Sylvie Durruty occupe la 4e place sur la liste de la majorité présidentielle et le Luzien Peyuco Duhart la 5e

L'UMP et ses alliés : un délicat équilibre



Le verdict sera connu cet après-midi lors d'une conférence de presse. On connaîtra alors officiellement les 19 noms (17 titulaires, deux suppléants) de la liste majorité présidentielle pour les Pyrénées-Atlantiques menée par le député européen Alain Lamassoure (UMP).

Cette liste, qui aura nécessité des négociations jusqu'au dernier moment, a été entérinée samedi dernier lors du Conseil national de l'UMP à Paris. L'accouchement s'est révélé douloureux car il fallait trouver des équilibres délicats entre les Béarnais et les Basques, les hommes et les femmes, tout en tenant compte des ambitions des partis alliés à l'UMP.

La liste dévoilée aujourd'hui ne devrait pas déboucher sur de grosses surprises, du moins dans les cinq premières places. Comme nous l'annoncions samedi, la Béarnaise Véronique Lipsos-Sallenave, conseillère municipale de Pau, occupera la deuxième position. Le Nouveau centre, dont elle est adhérente, sera également représenté par Charles Pélanne, conseiller général de Garlin, et Beñat Inchauspé, conseiller général d'Hasparren. Cette deuxième place réservée à une adhérente du Nouveau centre a été âprement défendue par Alain Lamassoure lui-même.

En troisième position, nous retrouverons, sans surprise, le leader de CPNT, Frédéric Nihous, autre allié de la majorité présidentielle. Derrière lui, une Bayonnaise, Sylvie Durruty (Radical-UMP), adjointe au maire de Bayonne Jean Grenet qui l'a ardemment soutenue.

Deux noms en lice

Vient le cas de la fameuse cinquième place. Une place « éligible » très convoitée. En cas de victoire à la Région, la majorité présidentielle pourrait compter une bonne dizaine d'élus des Pyrénées-Atlantiques (11 pour être précis). En cas de défaite, tout dépendrait alors du score, mais le nombre d'élus du département tomberait à 5 ou 6, dans l'hypothèse où le second tour se jouerait entre deux listes.

Pour cette cinquième place, deux noms étaient en lice. Celui d'Yves Urieta, l'ancien maire de Pau et membre de la Gauche moderne et celui de Peyuco Duhart, le maire UMP de Saint-Jean-de-Luz, un temps pressenti pour mener la liste départementale, et dont le principal soutien se nomme Michèle Alliot-Marie. Peyuco Duhart, ne cachait pas samedi qu'il espérait bien se retrouver en position éligible. « Sinon, on en reparlera », avertissait-il. Il n'aura pas à monter au créneau et se place donc en cinquième position. La paix sociale à l'UMP est ainsi préservée.

Conséquence directe : Yves Urieta recule à la septième place. Un choix probablement dicté par les instances nationales de l'UMP, voire par l'Élysée. Visiblement déçu, Yves Urieta déclarait samedi qu'il « réservait sa position » jusqu'au bureau national de la gauche moderne, cette semaine. En sixième position, juste avant Yves Urieta donc, on retrouve une autre Béarnaise, Stéphanie Médan, élue à Jurançon.

Côté béarnais, Hervé Lucbéreilh, ancien maire d'Oloron et toujours conseiller général, ne sera pas de l'aventure. Côté basque, on notera aussi l'absence de la conseillère régionale sortante Anne-Marie Dubecq. M. Duhart est d'ailleurs le seul sortant figurant sur cette liste.

UMP. Diefenbacher est tête de liste, Dionis troisième

La droite réunie sans surprise

« Cette liste, élaborée après de longues négociations avec le Nouveau Centre et les autres partis, est équilibrée. Elle fait place à des personnes non encartées et comprend quatre représentants de chacune des trois circonscriptions du département. Les querelles de personnes sont terminées. Nous devons nous mettre en marche, avec l'objectif de remporter la victoire », commentait, samedi matin, le député Michel Diefenbacher.

Cette liste sans surprise, dont la moyenne d'âge s'élève à 43 ans, est formée de six UMP, deux Nouveau Centre - dont le député-maire agenais Jean Dionis du Séjour -, un radical, un Mouvement pour la France et deux non encartés.

Comme prévu aussi, le Villeneuvois n'apparaît qu'en sixième position avec Florence Graneri, porte-parole de l'opposition au sein du Conseil municipal de Villeneuve-sur-Lot. L'Agenais, par contre, est bien représenté, avec trois places parmi les cinq premiers. Dont la cinquième de Jean Pinasseau, qui a suscité, au cours de ces dernières semaines, de nombreuses critiques de la part de représentants UMP du Villeneuvois.

Les candidats

Michel Diefenbacher (UMP), habitant Birac-sur-Trec, 62 ans, ancien préfet, député de Lot-et-Garonne ; Laurence Maïoroff (UMP), 52 ans, chef d'entreprise, conseillère régionale d'Aquitaine, deuxième adjointe au maire d'Agen, vice-présidente de la Communauté d'agglomération d'Agen ; Jean Dionis du Séjour (Nouveau Centre), 53 ans, ingénieur, député, maire d'Agen, président de la Communauté d'agglomération d'Agen ; Laurence Valay (Nouveau Centre), 44 ans, expert comptable, conseillère municipale de Marmande ; Jean Pinasseau (UMP), habitant Agen, 56 ans, technicien ; Florence Graneri (UMP), 47 ans, médecin urgentiste, conseillère municipale de Villeneuve-sur-Lot ; Alain Lorenzelli (Parti radical), 35 ans, conseiller référent au Pôle emploi, maire de Bruch, premier vice-président du Syndicat mixte d'aménagement de l'Albret et vice-président du Syndicat mixte du traitement des ordures ménagères de Lot-et-Garonne ; Annie Galan (sans étiquette), 46 ans, agricultrice, maire de Sauvagnas ; Jamel Bensoussi (sans étiquette), 31 ans, professeur, conseiller municipal de Fumel ; Marjorie Lassus (MPF), habitant Guérin, 23 ans, étudiante ; Nicolas Bellettieri (UMP), habitant Villeneuve-sur-Lot, 28 ans, cadre territorial ; Valérie de la Marnière (UMP), 40 ans, infirmière, conseillère municipale de Mauvezin-sur-Gupie, conseillère communautaire à la Communauté de communes du Val de Garonne.

Xavier Darcos, l'invité de l'émission « Le Grand Jury »

Etienne MOUGEOTTE

Hier, l'UMP a adopté ses listes régionales et guère plus de 60%...

Jean-Michel APHATIE

60%... vous pouvez expliquer pour ceux qui nous écoutent... des militants ont validé les listes...

Etienne MOUGEOTTE

Qui étaient là, qui ont voté, 60% les ont validées...

Eric REVEL

60% des 300 candidats en fait... ce n'est pas des militants, c'est des candidats...

Xavier DARCOS

Non c'était le conseil national...

Eric REVEL

C'est des gens qui sont sur les listes... pardon...

Jean-Michel APHATIE

On ne va pas brouiller les pistes mais enfin visiblement ça a du mal à passer...

Etienne MOUGEOTTE

Donc clairement vous allez dire que c'est l'expression de la démocratie dans l'UMP ; est-ce que ce n'est pas quand même l'expression du fait comme on dit que ça a tirillé dur ? Ce n'est pas des chiffres auxquels on était habitué avec le RPR...

Xavier DARCOS

Quand on a 95% de oui, qu'est-ce qu'on nous dit ? Ah les godillots ! Le parti monolithique ! C'était de la blague la démocratie UMP ! Bon ici les gens se sont exprimés...

Jean-Michel APHATIE

Non mais 60% ont dit...

Xavier DARCOS

Non mais je ne vais pas vous faire de langue de bois, je vais vous répondre...

Jean-Michel APHATIE

Très bien.

Xavier DARCOS

Nous avons devant nous deux difficultés : la première c'est qu'il faut à tout prix faire largement l'union de la majorité présidentielle, nous avons eu des accords avec six partis différents, le Mouvement pour la France, les Chrétiens démocrates de madame BOUTIN, le Nouveau Centre, les chasseurs CPNT, la gauche moderne et les radicaux...

Jean-Michel APHATIE

Ah c'est bien ! Vous n'avez oublié personne, c'est formidable !

Xavier DARCOS

Bon, ça fait du monde ! Il ne suffit pas de dire qu'ils sont avec nous s'ils n'ont pas de candidat possible ! Evidemment quand vous expliquez, je le sais parce que je suis moi-même chef de file en Aquitaine et que j'ai eu à gérer – j'ai ici deux de mes chefs de file Alain LAMASSOURE des Pyrénées-Atlantiques et Jérôme PEYRAT en Dordogne – lorsqu'il faut gérer cela et dire aux militants UMP qui sont là depuis toujours « allez, je suis désolé mais il faut faire la place à quelqu'un qui n'est pas vraiment exactement du même avis que nous mais qui a rejoint la majorité présidentielle ! », évidemment les gens sont moyennement enthousiastes, c'est inévitable. Faire des listes, tout le monde le sait, dans un parti pluriel, dans une majorité ouverte, c'est compliqué et il est inévitable qu'il y ait des gens qui ne soient pas contents. Et donc cette difficulté-là, elle s'est reflétée dans le vote, d'autant que... ça montre d'ailleurs que nous avons fonctionné d'une manière tout à fait continue, qu'on avait travaillé jusqu'au bout, un certain nombre de personnes ont découvert les listes au moment où on les présentait, espéraient être mieux placées, moins bien placées, donc il y a eu un petit mouvement d'humeur...

Jean-Michel APHATIE

C'est à l'Élysée que ça a eu lieu...

Xavier DARCOS

Pas du tout, non, non c'est une commission nationale d'investiture, rassurez-vous...

Jean-Michel APHATIE

L'Élysée ne s'est pas mêlé de la constitution des listes ?

Xavier DARCOS

Non, non, non, l'Elysée à d'autres chats à fouetter, la commission nationale d'investiture, elle est plurielle, elle est complète, ce sont des gens qui ont été élus ou nommés...

Jean-Michel APHATIE

Et tout ce mal pourquoi ? Parce qu'on dit que vos espoirs de victoire ne sont pas extraordinaires...

Xavier DARCOS

D'abord pour montrer que la majorité présidentielle est plurielle, c'est nécessaire ; je pense qu'il faut que nous jouions le jeu avec nos partenaires ; et deuxièmement parce que nous pensons qu'en élargissant le plus largement possible notre assiette électorale, nous pourrions mieux affronter les socialistes et les communistes qui font souvent cause commune.

Jean-Michel APHATIE

Non mais la question, c'était : les espoirs de victoire paraissent minces, vous vous donnez beaucoup de mal pour faire des listes qui risquent d'être battues, par exemple vous en Aquitaine, on dit – peut-être se trompe-t-on – que vos chances de victoire ne sont pas immenses.

Xavier DARCOS

Ecoutez ce n'est pas mon avis mais je ne suis pas là ici pour faire la promotion de ma campagne en Aquitaine. Je trouve qu'il y a chez les socialistes et les Verts qui prétendent faire cause commune des divergences énormes qu'ils ne pourront pas cacher ; je le vois par exemple en Aquitaine entre le candidat socialiste sortant qui est un grand défenseur de la ligne à grande vitesse et ce d'ailleurs en quoi il n'a pas totalement tort...

Jean-Michel APHATIE

Puisque vous la défendez vous aussi...

Xavier DARCOS

C'est un projet gouvernemental, j'aurais du mal à ne pas le défendre et en plus je crois nécessaire de relier rapidement les grandes métropoles de province, et les Verts qui sont absolument contre et qui font une campagne acharnée contre ; on m'expliquera comment tout ce petit monde va faire au second tour fusion ; et donc il est tout à fait possible qu'au second tour, vous ayez des Verts, des socialistes et la liste UMP très large que je conduis et je serais intéressé de voir le résultat de cette triangulaire.

Jean-Michel APHATIE

On regardera.

Eric REVEL

Alors moi, Xavier DARCOS, j'aimerais parler de vous en Aquitaine. Pour cette régionale, il y a un homme qui pèse beaucoup, dans cette région, qui avait été désigné comme le meilleur d'entre vous, Alain JUPPE. Est-ce que Alain JUPPE est très présent, est derrière vous, vous aide, pour gagner cette régionale ?

Xavier DARCOS

Oui, bien sûr, bien sûr ! Mes relations personnelles avec Alain JUPPE sont très anciennes, très amicales, elles sont personnelles. Vous savez bien, j'ai été membre de son cabinet, lorsqu'il était Premier ministre, comme Eric WOERTH qui est ici d'ailleurs. Nous nous connaissons depuis très, très longtemps. Et évidemment, il est tout à fait un soutien...

Eric REVEL

Pas suffisamment, parce que certains, dans les meetings disent : on ne le voit pas beaucoup, derrière Xavier DARCOS.

Xavier DARCOS

En tous les cas, pour la campagne régionale, il était là pour l'inauguration de la permanence, il a très bien parlé. Non, moi, je n'ai pas du tout sentiment-là, une partie de son équipe m'aide, Alain JUPPE est évidemment, un des leaders naturels de l'UMP et de l'Aquitaine.

RÉGIONALES. La liste sera décidée aujourd'hui. Jusqu'au dernier moment, les arbitrages furent serrés

Un accouchement par le siège de la liste UMP



Aujourd'hui à Paris, le Conseil national entérinera la constitution des listes de l'UMP pour les élections régionales. Dans les Pyrénées-Atlantiques, l'accouchement s'est avéré pour le moins difficile, et les négociations se sont poursuivies jusqu'au dernier moment. Il est vrai que l'exercice est délicat, afin de maintenir les équilibres entre les hommes et les femmes, les Basques et les Béarnais, les UMP et les formations associées. Sans oublier un zest de personnalités imposées par les instances nationales.

Car Alain Lamassoure, tête de liste - un moment en balance avec Peyuco Duhart, maire de Saint-Jean-de-Luz, conseiller régional sortant et poulain de MAM - ne le cache pas : la désignation des candidats du haut de la liste est décidée à Paris.

Nihous imposé

Or, depuis plusieurs mois, les signaux parisiens, voire élyséens se sont multipliés en direction des Pyrénées-Atlantiques. Ce sont d'abord ces « confidentiels » dans la presse qui installaient avec insistance le président CPNT, Frédéric Nihous, un gars du Nord aujourd'hui implanté dans la plaine de Nay à la troisième place, condition du ralliement national des chasseurs à la majorité présidentielle.

Puis on apprenait aussi samedi dernier, par le biais d'une interview donnée au « Figaro », combien Jean-Marie Bockel, président de la Gauche moderne, s'inquiétait de voir l'ancien maire de Pau Yves Urieta en bonne place sur la liste. Le maire de Mulhouse affirmait même qu'il avait pour cela le soutien de Xavier Bertrand, le patron de l'UMP, et même un écho favorable de la part de l'Élysée. Yves Urieta, de son côté, a suivi de près, et jusqu'à hier, les négociations nationales, confirmant qu'il était bien candidat... à condition d'être éligible. Pourtant, hier soir, alors qu'il attendait encore un signe, du côté de la Côte basque, la rumeur circulait que l'Élysée aurait tranché en faveur de Peyuco Duhart. Suspense...

Les places sont chères

On le sait, les places en position éligible sont chères, surtout si elles sont rares. « Lors des dernières régionales, nous avons remporté 5 sièges », se souvient Alain Lamassoure. « Cette année, la situation est très complexe. De très nombreux cas de figure sont possibles pour le second tour. Si nous obtenons entre 40 et 45 % des votes, nous aurons 5 élus. Et 6 entre 45 et 50 %. Enfin, 11 élus si nous remportons les élections au plan régional. »

Les hypothèses à 5 ou 6 élus paraissent les plus probables, même si, bien entendu, les ténors de l'UMP préfèrent dire qu'ils visent la majorité. Et même si ce scrutin 2010 peut réserver quelques surprises, notamment au regard du dossier de la LGV qui peut brouiller les cartes côté basque, et de la présence d'une liste Modem avec, on s'y attend, quelques poids lourds palois qui pourraient peser sur les scores côté béarnais. Au moins l'UMP pourra-t-elle compter sur ses nombreux alliés...

Ainsi pourraient donc se retrouver en position éligible la Béarnaise Véronique Lipsos-Sallenave (présidente du Nouveau centre) en N° 2, suivie par Frédéric Nihous (CPNT) N° 3, puis par Sylvie Durruty, (UMP radicale) poussée par Jean Grenet. La cinquième place pourrait se jouer entre le maire de Saint-Jean-de-Luz et l'ancien maire de Pau... et déterminerait les suivantes, en raison de la parité basco-béarnaise.

La composition de la liste devrait en tout cas apporter un éclairage sur l'évolution de l'influence de MAM, que l'on dit fragilisée en interne par sa prise de position sur la LGV. Peyuco Duhart éligible, et MAM conserve son influence...

La règle du jeu

« C'est à chaque fois la même chose lorsqu'il s'agit de constituer des listes proportionnelles, avec des arbitrages de dernière minute. Des déçus et des mécontents », note le maire de Saint-Jean-de-Luz. « Alain Lamassoure comme tête de liste, j'accepte tout à fait. Mais si je n'y suis pas, on en reparlera. »

En Béarn, les tensions paraissent moins vives au premier regard. À moins qu'elles ne s'expriment moins ouvertement... Car on a du mal à croire que certains adhérents pur jus de l'UMP ne finissent pas par trouver les alliés imposés du président quelque peu encombrants.

L'ancien maire et toujours conseiller général d'Oloron Hervé Lucbéreilh avait par exemple très tôt suggéré son intention de figurer en bonne position pour ces régionales. Mais hier, il jugeait « peu vraisemblable » de voir son souhait réalisé. Or, il prévient : « Si je ne suis pas éligible, je ne serais pas candidat. Je n'ai pas envie de partir au combat pour rien. » Avant d'ajouter aussitôt qu'il n'éprouve « aucune amertume » face au scénario qui se dessine. « C'est la règle du jeu, et je la connais. »

Reste à savoir si tout le monde sera aussi beau joueur...

Sud Ouest

Samedi 30 Janvier 2010

RÉGIONALES. Avant d'annoncer sa liste demain, Arnaud Tauzin, tête de liste UMP dans les Landes, répond aux attaques du PS

Tauzin reste zen...



« Sud Ouest ». Renaud Lagrave ne vous appelle plus que « M. Sarkozy », ça vous inspire quoi ?

Arnaud Tauzin. Je suis un peu déçu. C'est dommage, cette violence verbale gratuite. Je m'interroge d'ailleurs sur cette fébrilité de Renaud Lagrave et des socialistes : est-ce la montée en puissance des écologistes qui les rend inquiets ? À part insultes et tambouille électorale, je n'ai rien vu de concret dans son discours.

Qu'entendez-vous par « tambouille électorale » ?

M. Lagrave n'a visiblement qu'un objectif, c'est garder la Région à gauche. Si je me suis engagé en politique, c'est justement pour ne plus entendre des discours pareils. Ce qui intéresse les Landais, c'est de savoir comment trouver un travail, de voir la LGV arriver pour enfin être désenclavés. Moi, mon objectif, c'est d'abord de créer des emplois. J'ai envie de me battre pour faire avancer les dossiers landais. Voilà 30 ans que nous avons les mêmes au département, 12 ans à la Région. Veut-on reprendre les mêmes et repartir comme ça ?

Et quand la gauche reproche au parti du gouvernement de ne pas présenter de candidat sur le canton de Sore, que répondez-vous ?

Il y avait un candidat sans étiquette mais dont tout le monde connaît la sensibilité

En partant derrière un ministre candidat, vous affirmez plus que jamais votre croyance dans la politique du gouvernement ?

Il faut travailler main dans la main avec le gouvernement. Et pour cela, Xavier Darcos est l'homme de la situation. Je préfère avoir le ministre du Travail à la tête de la Région qu'un opposant qui passe son temps à dire du mal du gouvernement et de la politique du président de la République, en retardant au maximum les projets.

La crédibilité du projet et la viabilité des hommes : c'est cela qui accrédiitera l'action des candidats, pas la couleur politique. Il faut arrêter de dire que les uns ont fatalement raison et les autres forcément tort, arrêter avec les slogans. Je fais de la politique pour trouver concrètement ce qui marche.

Ce que certains appellent le pragmatisme de Sarkozy, c'est essayer de trouver les choses qui marchent. Et moi, quand je sens quelqu'un de positif, j'ai envie de le suivre.

Vous semblez étonnamment « zen », est-ce une stratégie de campagne ?

Je suis serein. Je ne vais pas me livrer à une bataille de mots, multiplier les réactions à chaud. Nous donnons notre liste dimanche, nous enchaînerons ensuite en dévoilant notre programme régional. Nous voulons créer une dynamique parce que nous sommes en attente des besoins des gens. On a essayé le gouvernement socialiste dans les Landes et à la Région, mais on sait qu'il y en aura un autre plus efficace. On sait ce qu'ont fait les socialistes à la Région, M. Rousset ne cesse de mettre en avant son bilan, mais M. Lagrave devrait arrêter la politique de l'autosatisfaction, ça ne marche plus. Moi, je vois tous les jours des jeunes condamnés au départ dans ce département.

Et à ceux qui disent que vous multipliez les échecs électoraux, que votre statut de n°1 vous assure un fauteuil d'élus, que dites-vous ?

J'ai déjà connu des hauts et des bas. J'étais en tête des suffrages aux législatives sur Saint-Sever et j'ai été effectivement battu aux municipales un an après. Mais en 2007 toujours, Ségolène Royal était en tête à Bordeaux et un an plus tard, Alain Juppé était élu maire de Bordeaux.

Même dans les Landes, il n'y a pas de fatalisme politique.

Sud Ouest

Samedi 30 Janvier 2010

RÉGIONALES. Entre la montée en puissance du Nouveau centre et les règlements de compte à droite, ce sont les Villeneuvois qui paient la facture

Cette droite que l'on « méprise »



« Une surprise ? Franchement, ce serait formidable. Mais, j'ai la tête sur les épaules : il n'y en aura pas. » Confiance d'un membre éminent de l'aréopage de Xavier Darcos, tête de liste UMP en Aquitaine, qui se désespère de la stratégie adoptée par la droite lot-et-garonnaise pour le scrutin du 14 mars et qui ne s'attend pas à un remaniement de la liste dont la composition devrait être dévoilée ces prochains jours.

Donc, sauf énorme coup de théâtre (ce qui était hier, paraît-il, encore possible), il faudra pour trouver trace d'un Villeneuvois orienter son regard vers le fond de la liste, vers les places inéligibles, la sixième plus précisément, qui serait aux dernières nouvelles occupée par Florence Graneri, conseillère municipale villeneuvoise, chef de file de l'opposition au maire socialiste Jérôme Cahuzac. Le quinté plus de la droite serait réservé aux Agenais et aux Marmandais avec dans l'ordre : 1. Diefenbacher, 2. Maïoroff, 3. Dionis, 4. Valay, 5. Pinasseau. Bref, en l'état, dans une campagne que l'on dit perdue d'avance, la droite départementale se paie le luxe de ne pas faire figurer en position éligible un représentant de la troisième circonscription qui avait voté en 2007 à 53,68 % pour Nicolas Sarkozy, obtenant là un score supérieur à la moyenne nationale. Michel Gonelle et Jean-Louis Costes se sont insurgés de ce choix avant d'aller au clash avec la tête de l'appareil départemental de l'UMP et, plus exactement avec Jean François-Poncet, accusé d'avoir fomenté l'éviction des Villeneuvois.

Gâchis ou humiliation ?

L'ancien résident du Quai d'Orsay s'en défend : « Tout avait été réglé avant que je n'arrive à la commission d'investiture de l'UMP, présidée par Jean-Claude Gaudin dont j'avais attiré l'attention sur l'absence des Villeneuvois dans les places éligibles. Il m'a répondu que c'était l'accord national avec le Nouveau Centre qui en avait décidé ainsi et qu'il n'y avait pas à revenir dessus. Je regrette ce choix. Il aurait fallu un Villeneuvois dans le trio de tête. J'ai combattu pour qu'il en soit ainsi. » Ce n'est pas l'avis du maire de Fumel, Jean-Louis Costes : « C'est vrai et c'est faux. Certes, la commission d'investiture était tenue par les accords passés avec le Nouveau Centre mais jamais l'UMP 47 ne lui a fait des propositions pour intégrer dans les places éligibles un Villeneuvois. C'est pourtant le b.a.-ba. Il faut toujours tenir compte de la répartition géographique. C'est un non-sens politique qui débouche sur un effroyable gâchis. » Gâchis ou humiliation ? La cinquième place, promise à Jean Pinasseau, aurait pu constituer le moindre des déshonneurs. « C'est anecdotique », juge Jean François-Poncet qui, pour le moins audacieux, avait appelé Laurence Maïoroff, « qui n'est en réalité pas de l'UMP », (comprendre ici qu'elle est en fait du vrai Nouveau Centre), à laisser sa place au profit de Florence Graneri.

« Haine recuite »

Victime du poncétisme (lire par ailleurs) qui n'a jamais fait de fleurs aux Villeneuvois comme à Jean-Louis Costes pourtant vainqueur du difficile canton de Fumel, la troisième circonscription pâtit aujourd'hui de « la haine recuite » entre le maire d'Agen Nouveau Centre, Jean Dionis du Séjour, et le vrai patron de l'UMP départemental, Jean François-Poncet. « C'est à se demander, explique un UMPiste villeneuvois sous couvert de l'anonymat, si J. F.-P., qui déteste Dionis et Diefenbacher, qui méprise Valay, ne cherche pas un déficit électoral pour claquer la porte du Conseil régional aux nez de Dionis et de ses proches. Je n'ai jamais vu cela. On est dans la dinguerie et la pire politique politicienne. »

Cette « vaine querelle » selon Jean François-Poncet fait, en toute logique, les affaires de la gauche qui n'en demandait pas tant. Jérôme Cahuzac, le maire de Villeneuve-sur-Lot, constate ici le « mépris affiché une nouvelle fois par l'UMP vis-à-vis du Villeneuvois » tout en se montrant « surpris de voir Florence Graneri accepter ce mépris à l'inverse de Jean-Louis Costes et de Michel Gonelle qui ont eu la dignité et la fierté de se retirer ».

« Je n'abandonne pas ma famille politique même si je regrette qu'il n'y ait pas de Villeneuvois en position éligible. Mais je ne me vois pas refuser de participer à la lutte », indique l'intéressée pour qui « il n'est plus temps de polémiquer mais d'aller au combat ». Florence Graneri jouera donc le jeu. Mais pas sûr que ses camarades de la droite villeneuvoise en fassent autant. « On va sauver les meubles mais on fera campagne pour Dionis afin qu'il soit élu. Rien que pour les em... », explique l'un d'entre eux.

En tournant le dos à ses représentants politiques, l'UMP47 a sans doute commis une autre erreur stratégique et joué le jeu de son rival centriste en lui ouvrant un champ dans cette circonscription où la rancœur et l'amertume seront le terreau des desseins expansionnistes du Nouveau Centre.

LibéBordeaux.fr

Samedi 30 Janvier 2010

RÉGIONALES. Xavier Darcos à son concurrent PS: "les dossiers de la région je suis obligé de les potasser, je peux te dire"



Ambiance cordiale et boutades bon-enfant, hier soir, lors du premier débat Rousset-Darcos organisé à l'Institut de sciences politiques de Bordeaux. Le président sortant (PS) de la région Aquitaine, et le ministre du Travail, tête de liste UMP, tous les deux candidats pour les prochaines élections régionales, étaient à tu et à toi, devant une foule compacte d'étudiants ravis, qui ont ponctué de leurs éclats de rire et de leurs applaudissements les échanges des deux hommes. Le ton est badin, même si ce duel doit permettre aux candidats de se jauger. C'est Alain Rousset, souriant et détendu qui a ouvert le bal, en offrant à son adversaire une plaquette INSEE présentant le bilan chiffré de la région sur les dix dernières années. Il affiche ainsi sa stratégie: le sortant n'a en effet eu de cesse d'essayer de prendre en défaut le ministre, et candidat

malheureux de 2004, sur sa connaissance des enjeux locaux. Il a d'ailleurs nettement pris l'avantage sur ce terrain. "Il faut rentrer dans les dossiers", lance Alain Rousset. Et Xavier Darcos de rétorquer: "je connais les dossiers de la Région, et puis en ce moment je suis obligé de potasser, je peux te dire".

Pour autant, les deux hommes qui n'hésitent pas à se donner du "cher ami", "cher collègue", ont finalement montré de nombreuses convergences de vues. Au sujet du cumul des mandats, tous deux plaidant pour l'association d'un mandat local et d'un mandat national (Alain Rousset est également député). Mais aussi sur des questions plus pratiques, telles que la gratuité récente de la formation des aides-soignantes en Aquitaine. "Très bonne décision", approuve Xavier Darcos. Ou la construction d'une nouvelle usine pour l'entreprise Turbomeca. "Très belle réalisation", acquiesce à nouveau le ministre. Et jusqu'au très controversé projet de future ligne à grande vitesse (LGV), sur lequel Alain Rousset réclame même l'assistance de son adversaire et l'interpelle en camarade: "j'aurais aimé que tu me donnes un coup de main. Je me sens un peu seul. Je sais que tu soutiens ce dossier, mais je ne t'ai pas entendu".

Il n'y a donc guère que sur les questions nationales que les candidats ont pu ferrailer un peu. En particulier au sujet de la réforme des collectivités locales. Alain Rousset s'est notamment insurgé contre l'Etat qui "réclame la clarification des compétences, et à chaque fois qu'il lance une opération vient faire les poches des régions". Face à quoi Xavier Darcos a logiquement pris la défense du gouvernement auquel il appartient. L'occasion d'affirmer qu'il ne voit aucun handicap à afficher son appartenance à la majorité présidentielle durant la campagne: "Je n'ai pas l'intention de me cacher derrière mon petit doigt en disant tant que je suis en région oubliez que je suis un ministre de Nicolas Sarkozy. Je n'ai pas honte d'être au gouvernement". Le candidat de droite a cependant aussi spécifié qu'il quitterait le gouvernement s'il était élu, et souhaitait être un président de région "à plein temps".

POLITIQUE. Hier, à Sciences Po Bordeaux, la confrontation entre les deux têtes de liste du PS et de l'UMP a plus relevé de la conversation intellectuelle que du pugilat électoral

Rousset-Darcos : un débat plus qu'un combat



Alain Rousset, président socialiste sortant du Conseil régional d'Aquitaine, a « envie de se battre pour montrer que ce que l'on a fait a été utile pour la région ». D'emblée, le débat avec Xavier Darcos, tête de liste UMP, est placé sur le registre du combat politique. C'était hier en fin d'après-midi, lors de la confrontation organisée dans le cadre des Entretiens Sciences Po- « Sud Ouest », qui lançait la campagne pour les élections régionales des 14 et 21 mars. Patrick Venries, directeur de l'information de «

Sud Ouest », menait les débats d'une main libérale mais ferme.

Un président de la Région Aquitaine et député de Gironde contre le ministre du Travail du gouvernement Fillon. Pour Xavier Darcos, il s'agit moins de se battre que d'être capable de donner « une ligne d'horizon » aux Aquitains qui, selon lui, ont du mal à comprendre où va la Région. Contrairement à l'image que certains ont de lui, il ne souhaite pas être un « apparatchik » de la politique et affirme qu'« il faut savoir prendre des risques » pour confronter ses positions à celles des électeurs.

À Alain Rousset qui lui faisait cadeau, avec une fierté affichée, d'une plaquette de l'Insee montrant les bons résultats de l'Aquitaine, Xavier Darcos répondait aussitôt : « Je ne ferai pas un combat d'apothicaires sur les chiffres. » C'était plutôt habile face à un adversaire qui a tout le temps nécessaire de s'imprégner des dossiers régionaux. Mais, à l'usage, cette position allait vite se révéler difficile à tenir. L'échange allait être ponctué de quelques salves d'applaudissements chaque fois qu'Alain Rousset marquait un point et jamais dans le sens contraire, ce qui donnait une indication sur les penchants du public universitaire auquel le président de Région n'avait pas manqué de rappeler que la collectivité finance largement l'extension de l'IEP.

1 Réforme territoriale : « Foutage de gueule »

Alors qu'il n'était pas prévu d'aborder la question aussi vite, les contradicteurs ont engagé le fer presque immédiatement sur le chantier de la réforme territoriale. Un sujet qu'Alain Rousset connaît bien pour être président de l'ARF (Association des Régions de France) et que Xavier Darcos savait ne pouvoir éviter de défendre. Alain Rousset, évoquant la suppression de la taxe professionnelle et son remplacement, ne pouvait se priver du plaisir de citer Alain Juppé en parlant de « foutage de gueule », et Xavier Darcos reconnaissait que beaucoup d'élus, y compris de droite, avaient eu des inquiétudes sur leurs ressources futures. Il reprenait pied en rappelant que la réforme était faite « pour assurer une cohérence entre le Département et la Région » et que le système électoral décrit par Alain Rousset ferait l'objet d'un projet de loi qui n'est pas encore déposé au Parlement.

Voulant exposer la question du sauvetage de Ford, où le nombre de collectivités concernées avait retardé la solution, Xavier Darcos se retrouvait vite à découvert face à un adversaire qui travaille ce sujet jour après jour.

2 LGV : un point d'accord

Alain Rousset a réussi, par exemple, à arracher l'accord de Xavier Darcos pour qu'il se « mouille » davantage dans le soutien à la ligne à grande vitesse, pour laquelle l'État est « sans le sou ». « Il faudrait que tu donnes un coup de main, comme Alain Juppé l'avait fait », insistait Alain Rousset. Le ministre a acquiescé en relevant que c'était bien du domaine de compétence des Régions que de se préoccuper de ce qui façonne leur avenir économique.

« Vous ne pouvez pas dire qu'il faut clarifier les compétences et, chaque fois que l'État lance une opération, venir nous faire les poches », rétorquait Alain Rousset. « Vous avez fait des choix et vous avez bien fait », répondait Xavier Darcos. Le président de l'Aquitaine était, en revanche, moins ferme sur ses bases quand il assurait que les Verts ne lui avaient jamais fait défaut sur ce dossier et, surtout, quand il prenait des engagements sur Europe Écologie qui est contre ce projet à l'unanimité.

3 Les pertes d'emplois

Xavier Darcos, connaissant le penchant d'Alain Rousset pour les emplois industriels, l'a attaqué sur l'emploi en général, rappelant que l'Aquitaine en a perdu de nombreux dans d'autres domaines, alors que les emplois de services, non délocalisables, pourraient être plus nombreux. Alain Rousset n'a pas oublié que la réglementation européenne ne l'autorise à aider que les emplois soumis à la concurrence internationale.

4 Questions d'actualité

Face à la relaxe dont a bénéficié Dominique de Villepin, Xavier Darcos n'a pas manifesté son soutien à l'ancien Premier ministre mais s'est tout de même interrogé sur la condamnation très lourde infligée à Jean-Louis Gergorin et Imad Lahoud, tandis qu'Alain Rousset demandait un « joker ».

Sur les déclarations de Georges Frêche, il a fallu que Patrick Venries pousse un peu ce dernier dans ses retranchements pour qu'il consente à dire que le PS devait monter une liste concurrente...

Alain Rousset prend l'avantage avec son bilan



Pour qui a suivi le candidat Rousset de près, lors de l'élection municipale de Bordeaux en 2008 - qu'il a perdue face à Alain Juppé -, la métamorphose est saisissante. Hier, Alain Rousset est apparu calme, presque reposé, sûr de ses dossiers, affûté même comme un coureur qui prépare de longue date cette course aux régionales. C'était son challenger, Xavier Darcos, qui paraissait emprunté, à contretemps, en difficulté pour imposer son propre tempo dans un débat qui fut, certes, inégal mais de

qualité. Le ministre des Affaires sociales n'est visiblement pas encore dans le match, en dépit du nombre incalculable de notes et de dossiers qu'il avale quotidiennement sur la région.

Les deux hommes se respectent. Ils se tutoient. Et ne sont ni l'un ni l'autre des tueurs en politique. La première poignée de main est crispée. C'est Alain Rousset qui prend l'initiative. Il est chez lui à l'Institut d'études politiques de Bordeaux - dont la Région financera l'extension à Pessac dont il a été maire - et en Aquitaine qu'il connaît comme sa poche. Logements étudiants, recherche, développement industriel... le nombre de fois où le candidat Darcos a dit « Je suis d'accord » provoque même de la gêne chez ses supporters.

« Douze ans, c'est trop long »

Mais Alain Rousset ne fait pas l'erreur de croire que le match sera facile. D'abord parce Xavier Darcos n'a pas l'intention de faire de la figuration. Il donne même, sous ses rondeurs aimables, le sentiment de vouloir en découdre avec Alain Rousset : « Douze ans de gestion à la Région, c'est trop long », a-t-il dit d'entrée à son contradicteur. Il sait peut-être aussi qu'une élection ne se fait pas sur un bilan, fût-il positif. Et puis il a laissé entrevoir les thèmes qu'il ne manquera pas de faire valoir lors de la campagne.

La population d'Aquitaine vieillissante, le retard pris sur les infrastructures, la complexité des aides économiques de la Région, ses dépenses de fonctionnement et le fait que les industriels profitent plus des aides régionales que les PME, l'opposition PS-Verts sur les infrastructures... Ces attaques sont balayées d'un revers de main par le candidat Rousset qu'elles agacent toutefois : « J'aurais aimé l'entendre sur la LGV au sud de Bordeaux, car je me sens un peu seul sur le dossier », dit Alain Rousset.

Sur la question de la décentralisation et de l'autonomie fiscale, Xavier Darcos est à la peine pour défendre des projets de réforme en suspens qu'Alain Rousset utilise avec adresse, faisant volontiers rire l'auditoire. Paris et sa dette abyssale sont une proie facile en Gironde.

Avantage Rousset pour cette première confrontation sans contestation. Mais Xavier Darcos n'est pas encore dans le match, conscient sans doute qu'il doit prendre l'offensive pour dérégler la machine bien huilée du candidat sortant.

Un public attentif et exigeant

Ils sont venus nombreux, plus de 600, souvent debout et pour un tiers installés dans un second amphithéâtre où était retransmis en direct le débat. Laurent, un Lyonnais, étudiant en deuxième année, est venu assister à « une confrontation entre une figure nationale et un notable local ». Marion, en troisième année, vote en Aquitaine. Elle a déjà son idée mais veut d'abord s'informer. Carole, en troisième année, veut savoir ce qui oppose le candidat UMP et le candidat PS.

Qu'ils soient venus comme étudiants, comme citoyens ou comme militants déjà convaincus - « On parle beaucoup politique à Sciences Po », dit Luc -, les spectateurs ont été tenus en haleine par cette joute de deux heures à fleuret moucheté. Qu'en ont-ils retenu ?

« Un débat respectueux entre deux hommes qui connaissent leurs dossiers », selon Clément, étudiant en quatrième année. Bruno, en cinquième année à l'IEP : « On ne sent pas Xavier Darcos assez dans la région. » Flora, première année : « Rousset joue le bilan, mais on ne sent pas encore de projets précis chez les deux candidats. » Pour Sandrine, en cinquième année, « malgré les quelques piques, je ne vois pas de divergences politiques entre les deux hommes, au sens national du terme ».

Les étudiants présents hier soir sont peut-être un peu restés sur leur faim. Ils ont soif de politique, de débat, et s'interrogent encore sur ce qui différencierait, au fond, la gestion Rousset de la gestion Darcos à la tête de l'exécutif régional. « J'ai l'impression que nous ne sommes pas entrés ce soir dans le vif du sujet », estime Jérôme, qui a trouvé toutes ces politesses superficielles et qui attend des confrontations politiques autour de vrais programmes. Qui a dit que la jeunesse n'était plus exigeante ? Elle est aussi impatiente.

Aqui.fr

Vendredi 29 Janvier 2010

Rousset-Darcos devant les étudiants de l'IEP de Bordeaux : la familiarité n'interdit pas les désaccords

Le face à face Rousset-Darcos avait attiré la grande foule dans l'amphithéâtre Montesquieu de Sciences Po Bordeaux. Et, d'abord celle des étudiants qui avaient, selon la tradition des « Rencontres IEP-Sud Ouest », préparé leurs questions. Le genre interdisait, à priori ces propos de campagne, aussi faciles que définitifs, que l'on tient dans un meeting. Et c'est sans doute ce qui a défavorisé le candidat ministre qui a eu quelque mal à contredire, au fond, le président sortant du Conseil Régional d'Aquitaine. Et, même, à justifier pleinement une réforme territoriale en discussion au Sénat qui va chambouler le paysage institutionnel des collectivités locales.



L'usage du tutoiement alternant avec un vouvoiement obligé donnait le ton d'un échange qu'Alain Rousset, prenant la main, avait choisi de placer sous l'angle de la familiarité critique. Il est vrai que Xavier Darcos, déjà candidat en 2004, est un conseiller régional aquitain. Etant de souche bazadaise, ayant été maire de Périgueux et ayant passé quelques cinquante années de vacances arcachonnaises, il n'a aucun mal à revendiquer une identité régionale.

La parité en question

Rousset et Darcos ont donc naturellement trouvé un point d'accord sur la question qui émoustille tout étudiant de « sciences po » friand de démocratie : le mandat unique. L'un et l'autre défendent l'idée selon laquelle « des responsabilités nationales sans un ancrage local ce n'est pas bon. » En revanche, la réforme territoriale voulue par Nicolas Sarkozy allait être sans surprise le noyau dur de ce débat. Alain Rousset, plus offensif que jamais, n'y allant pas par quatre chemins : « on vit peut-être la dernière élection démocratique des conseils régionaux en France, avec la loi électorale qui se concocte on va passer de 50% de femmes à 15 ou 20% dans les assemblées » et Xavier Darcos, tout en notant que le texte n'existe pas encore, convient qu'Alain Rousset n'a pas « tort de poser le problème ». Et le président socialiste de l'Association des Régions de France de reprendre son thème favori : « l'Etat est sans le sou et nous fait les poches ». Allusion, entre autres, à la création de la LGV Sud Europe Atlantique pour laquelle, d'ailleurs, il ne manque pas de réclamer le soutien plus visible du ministre, à un moment où elle soulève de vives réactions en Gironde et surtout au Pays Basque : « je suis un peu seul à défendre un chantier d'Etat et toi Xavier tu te tais ! Et Darcos de répondre en acquiesçant au projet : « Ne t'inquiètes pas, tu vas m'entendre... ». Sur le terrain battu et rebattu des compétences, le ministre s'efforce de circonscrire une Région au domaine du « développement économique ». Avant d'admettre, de façon aussi spontanée que stupéfiante : « je connais les dossiers de la Région et maintenant je suis obligé de les potasser ». Alain Rousset, dans la peau du sortant, les connaît nécessairement plus en profondeur et d'égrener, notamment, devant un parterre de jeunes, l'aide de la Région Aquitaine au logement étudiant qui a poussé, ici, à deux pas de cet Institut d'Etudes Politiques dont le doublement vient d'être financé par le Conseil Régional.

ELECTIONS RÉGIONALES. Le président sortant socialiste d'Aquitaine a affronté le ministre du Travail aujourd'hui à Sciences Po Bordeaux. Revivez le débat

Rousset-Darcos : premier débat à fleurets mouchetés



Ils se connaissent bien, se sont tutoyés et le ton n'est jamais vraiment monté. Le premier débat entre les deux poids-lourd de la campagne des élections régionales en Aquitaine organisé cet après-midi à Sciences Po Bordeaux en collaboration avec "Sud Ouest" a lancé la course à la Région. Retrouvez ci-dessous l'intégralité de notre direct réalisé pendant le débat depuis l'amphi de Sciences Po.

Alain Rousset, président socialiste du Conseil régional d'Aquitaine, et Xavier Darcos, ministre du Travail, vont débattre aujourd'hui sous l'autorité de Patrick Venries, directeur de la rédaction de « Sud Ouest », à partir des questions préparées par les étudiants de Sciences Po Bordeaux. Les deux adversaires aux régionales de ce printemps se connaissent bien. Le ministre du Travail siège en effet au conseil régional d'Aquitaine sur les bancs de l'UMP, puisqu'il a été battu une première fois en 2004 par le président sortant, Alain Rousset. Ce dernier se présentait alors pour un deuxième mandat, après avoir été élu une première fois en 1998. Pour Xavier Darcos, tête d'une liste UMP et Nouveau Centre qui sera connue samedi dans tous ses détails, c'est donc une nouvelle campagne qui commence. Durant celle-ci, il devra s'appuyer sur le projet de réforme des collectivités locales voulues par le président de la République, et expliquer qu'il sera le mieux à même de la mettre en œuvre sur le terrain aquitain. Pour Alain Rousset, qui se présente à un troisième mandat à la tête d'une liste PS-PRG, avec quelques apports de la société civile, ce sera l'occasion de défendre un bilan de douze ans. Il en profitera pour essayer de démontrer les bienfaits de la décentralisation portée par la loi Defferre de 1983, tout en expliquant qu'une large réélection serait aussi un désaveu pour le projet de loi actuellement en discussion au Parlement. Xavier Darcos insistera sur le fait que les Aquitains ignorent encore trop, après bientôt trente ans de décentralisation, quelles sont les compétences du Conseil régional pour lequel ils seront appelés à voter les 14 et 21 mars prochain.

Le jeu des alliances

Depuis 2004, les conditions politiques de cette élection ont également changé. L'UMP et l'UDF s'étaient affrontées au premier tour, mais n'avaient pas remis en cause leur accord pour fusionner leurs listes au second tour. Rien de tel cette fois-ci puisque l'UDF s'est transformée en Modem, et son président François Bayrou se range désormais parmi les opposants résolus à Nicolas Sarkozy.

À gauche, le PS et les Verts avaient constitué une liste d'union dès le premier tour en 2004. Cette année, la liste Europe Écologie, où figurent les Verts, a choisi de partir sous ses couleurs au premier tour, sans omettre d'indiquer que la fusion de sa liste avec celle du PS serait la règle. Ce qui l'oblige à choisir des thèmes de campagne qui la différencie de son allié de manière visible sinon contradictoire. Xavier Darcos a déjà tenté de pointer ces contradictions, à propos des projets de LGV du Sud-Ouest.

L'emploi

Malgré la reprise du marché du travail pronostiquée par Nicolas Sarkozy en 2010, Xavier Darcos et Alain Rousset sont bien placés pour savoir que l'emploi restera la préoccupation principale des Aquitains. Le bilan dressé par Alain Rousset met en valeur le travail du Conseil régional dans ce domaine, avec sa politique industrielle, les efforts consentis pour la recherche, les pôles de compétitivité, la formation professionnelle ou l'économie de proximité. Au contraire, Xavier Darcos, en inaugurant sa permanence de campagne, a indiqué que « le conseil régional consacre 130 millions à l'action économique », soit à peine plus de 10 % de son budget.

AQUITAINE. Alain Rousset a rassemblé plus de 1 500 personnes, hier soir à Bordeaux, pour son premier meeting

Alain Rousset adepte d'une croissance verte



d'Aquitaine.

Le Palais des congrès de Bordeaux était hier soir plein comme un oeuf pour accueillir le premier grand meeting régional de mobilisation autour de la campagne régionale d'Alain Rousset (PS). On y a notamment entendu les représentants de Ford, devenu First il y a un an, dire leurs inquiétudes quant à l'avenir du site de Blanquefort (Gironde).

Le candidat socialiste, sur la lancée d'un premier face-à-face réussi jeudi avec Xavier Darcos (UMP), son principal opposant dans cette campagne, a été ovationné à son entrée par des militants et sympathisants venus des cinq départements

Dans son discours, Alain Rousset s'est posé en adepte régional de la « croissance verte », à laquelle il promet déjà de donner encore plus de contenu demain, s'il est réélu à la tête de l'exécutif régional. Le président du Conseil régional d'Aquitaine a notamment dit qu'il souhaitait aider davantage à réparer la forêt détruite il y a un an. Il s'est aussi engagé à amplifier demain les efforts de diversification et de recherche de l'ensemble de la filière bois.

Agriculture biologique

Le candidat socialiste s'est, par ailleurs, déclaré prêt à lancer avec les autres collectivités locales d'Aquitaine un grand plan d'assainissement et de reconquête de la qualité des eaux de la région. Il entend enfin poursuivre l'accompagnement des agriculteurs vers les nouveaux modes de production, notamment vers l'agriculture biologique, fier de la 4^e place déjà acquise par l'Aquitaine en France sur ce secteur.

Mais le président du Conseil régional a défendu mordicus le projet de construction d'une ligne à grande vitesse (LGV) jusqu'à Bordeaux et au-delà, vers l'Espagne et Toulouse. « On ne fera rien sans la LGV dans la région », a plaidé Alain Rousset, selon qui cette ligne nouvelle est la condition de la poursuite du développement économique de la région et de ses succès de demain, tant sur le plan de la recherche que sur celui de l'emploi ou de la diversification industrielle. Il a toutefois dit entendre les inquiétudes relatives à la construction de cette ligne en Pays basque et en Gironde. Alain Rousset recevra d'ailleurs prochainement les élus basques. Il a aussi appelé Réseau ferré de France et l'État à nommer un médiateur autour de ce projet pour trouver des solutions de protection avec les élus et les associations.

Darcos brocardé

À plusieurs reprises, mais il ne fut pas le seul hier soir, le candidat socialiste s'est amusé de la faible connaissance des dossiers de la région démontrée à ce jour par Xavier Darcos. « Il confond les pôles de compétitivité de la région », dit-il. L'effet était à chaque fois garanti dans l'auditoire. Les différents orateurs ont insisté sur le risque que représente, selon eux, pour la décentralisation, le projet de réforme du gouvernement, actuellement étudié par le Sénat. « Il n'y a pas un service public transféré de l'État qui n'ait été modernisé, réparé ou relevé grâce à la décentralisation », a plaidé le président de l'Association des Régions de France. Il s'est dit prêt à relever le défi, en région, du plein-emploi, grâce au pilotage du service public de l'orientation, de la formation et de l'emploi.

Parmi les têtes de liste socialistes qui se sont toutes exprimées, à noter l'appel à la mobilisation de Bernard Uthurry, le maire d'Oloron. « Nous devons aller faire campagne dans tous les villages avec nos griffes et nos tripes de militants pour être forts le soir du premier tour », a-t-il lancé de sa voix grave. Comme pour inviter l'assemblée à ne pas se laisser imposer un modèle de croissance verte qui ne correspondrait pas à celle esquissée hier par le candidat Rousset.

Renaud Lagrave. Ce qui me choque vraiment, c'est de voir que les choix qui sont faits ne le sont pas par des militants landais, ni aquitains, mais tombent de Paris. Si j'ai bien compris, nous aurons donc affaire avec « M. Sarkozy » (ndlr : Arnaud Tauzin, vous l'aurez reconnu), cow-boy solitaire au milieu

d'une tribu d'Indiens qui ont très envie d'en découdre ! Je note aussi le début de campagne assez surréaliste de M. Darcos, qui nous dit que l'Aquitaine n'est pas connue à Los Angeles ou Tokyo : je vois bien où il veut s'échapper, mais je crois que les Aquitains sont plus préoccupés par les problèmes d'emploi et qu'ils ne seront pas dupes. C'est bien l'homme qui a décidé de faire classe aux enfants le samedi matin et d'ouvrir les magasins le dimanche, celui qui n'a de cesse de casser le pacte social.

Aqui.fr

Dimanche 31 janvier 2010

AQUITAINE.

Jean Lassalle, le « candidat du peuple » à la rencontre des étudiants

Jean Lassalle, député des Pyrénées Atlantiques, la tête de liste Modem aux élections régionales en Aquitaine, est venu à la rencontre des étudiants de l'ISEG mercredi 27 janvier. Connu sur la scène médiatique pour avoir entonné en 2003 l'hymne des Pyrénées en béarnais dans l'hémicycle pendant les questions au gouvernement pour obtenir le maintien d'une gendarmerie près du tunnel du Somport, et pour avoir entamé une grève de la faim au Palais Bourbon, afin de faire pression sur le gouvernement et éviter la délocalisation de l'usine du groupe Toyal Europ dans la vallée d'Aspe, cet homme à forte personnalité a expliqué les raisons de son engagement et de ses « coups d'éclats médiatiques ».

Pour Jean Lassalle, « l'Aquitaine est une belle endormie » et le désamour entre les gens et les politiques est croissant. C'est pourquoi Jean Lassalle entend « redonner la parole au peuple » et tenir ses promesses. « Si nous, les politiques, ne redevenons pas de vrais élus, nous perdrons tout crédit auprès des électeurs », a-t-il mis en garde.

"Remettre à la mode des métiers oubliés"

Jean Lassalle a esquissé les grandes lignes de son programme : rétablir les liens entre les campagnes, les villes et les banlieues, faire de Bordeaux la grande capitale du sud, développer de nouveaux emplois, notamment liés au développement durable, organiser les « autoroutes de la mer », remettre « à la mode » des métiers « oubliés », comme ceux dans l'agriculture. Sur la question de la LGV, il ne se dit pas hostile, mais demande à ce qu'une nouvelle ligne ne soit pas créée entre Bayonne et l'Espagne. "Il y a eu trop de construction ces dernières années dans ce secteur, mais surtout les gens ont l'impression que l'on veut passer en force", explique-t-il.

Répondant aux questions des étudiants sur le départ d'un certain nombre d'élus et militants Modem vers le Nouveau Centre, l'élu béarnais a répondu que « le Nouveau Centre était l'UDF d'il y a 55 ans, un parti inféodé à l'UMP ». « La liberté se paie très cher », a-t-il souligné. Jean Lassalle espère bien se maintenir au deuxième tour, mais s'il n'est pas présent, il ne donnera aucune consigne de vote, a-t-il précisé.

Sud Ouest

Dimanche 31 janvier 2010

RÉGIONALES. Le rassemblement a présenté sa liste girondine, hier, en critiquant fortement les positions du président sortant, Alain Rousset

Les écolos mettent la pression



Les élections régionales des 14 et 21 mars sont un sacré défi pour Europe Écologie (EE), qui a dévoilé hier, à Bordeaux, la liste de ses 38 candidats girondins (lire ci-dessous). Le « nouvel objet politique en cours de définition », comme l'a décrit Noël Mamère, veut tout à la fois la victoire de la gauche que représente le président sortant, le PS Alain Rousset, et l'arrêt des projets d'infrastructures que ce dernier défend sans réserve (LGV, A 65...). Autre défi : faire mieux que lors des élections de 2004, où les Verts embarqués sur la liste du même Alain Rousset avaient placé quatre élus dans l'hémicycle du Conseil régional.

« Un boulevard »

Cette fois-ci, porté par son succès aux élections européennes de 2009, EE vogue seul. Objectif : réaliser le meilleur score possible pour se présenter dans un bon rapport de force à d'éventuelles négociations de deuxième tour avec le PS. Lesquelles s'annoncent déjà compliquées, vu les propos tenus sur Alain Rousset par Marie Bové, tête de liste EE en Gironde, comme par Noël Mamère, 38e sur la liste.

« Nous avons un boulevard devant nous : il y a tout à faire dans cette région où il n'y a pas une seule éolienne. Je pense que nous allons réussir à rompre avec cette logique pompidolienne des grands travaux, comme la LGV que nous propose Alain Rousset », a ainsi déclaré la fille de José Bové. De son côté, Noël Mamère dit clairement que le soutien du président sortant aux grands chantiers de la LGV ou de l'A65 « pose un problème pour une éventuelle alliance au deuxième tour. Nous sommes pour que la gauche reste à la tête de la Région, mais pas à n'importe quelles conditions. Au soir du 14 mars, Europe Écologie doit être en position de discuter dans des conditions équitables. Alain Rousset n'a manifestement pas pris la mesure de la traînée de poudre qui, de Bordeaux à Bilbao, est semée par le projet de LGV. La priorité n'est pas d'investir sur la vitesse, mais d'améliorer les lignes actuelles et de mettre les camions sur des trains. Il y a un moment où, lorsqu'on est un responsable politique, on doit écouter ce que dit le terrain ».

Sources multiples

Le terrain justement, revenons-y. La liste présentée hier puise largement à de multiples sources. Les politiques purs sont mélangés avec les membres actifs du milieu associatif, de la société civile, et la liste s'est aussi montrée accueillante avec quelques personnalités venues d'autres partis. Citons par exemple Paul Cros, qui arrive du Modem et conserve chez EE son engagement dans Cap 21. Autre cas intéressant, celui de Gérard Contrepoids, un ex du PS qui fut surtout directeur des grands projets ferroviaires au Conseil régional, sous la présidence d'Alain Rousset, entre 1998 et 2003. « Je ne m'y suis pas toujours très bien senti », avoue-t-il. La liste accueille aussi l'ex-PS Brigitte Nabet, qui fut conseillère municipale à Bordeaux. Mais aucune de ces personnalités n'est toutefois en position éligible.

Plus intéressant est le cas de Patrick du Fau de Lamothe. Ce consultant en finances publiques arrive de la très mordante association Trans'CUB, tombeuse du projet de métro à l'époque de Chaban et bête noire de la Lyonnaise des eaux à la CUB. Lui est en 4e position et vient « pour travailler efficacement ». Selon Monique de Marco, il s'agit d'une « liste de consensus, puisque si les Verts ont été la charpente d'Europe Écologie, le mouvement représente aujourd'hui une vraie diversité ».

Sud Ouest

Jeudi 28 janvier 2010

PAU. C'est en présence de Monique de Marco, tête de liste régionale Aquitaine, qu'Europe Écologie a dévoilé sa liste pour les Pyrénées-Atlantiques

Europe Écologie et le subtil équilibre d'une liste diverse



Ainsi, ils y sont arrivés et sans trop de difficultés, malgré des débuts quelque peu chaotiques. C'était en décembre dernier. Les Verts Aquitaine votaient pour Jean Lissar, vice-président du Conseil régional sortant, comme tête de liste dans les Pyrénées-Atlantiques. Un vote qui fit bondir les partenaires des Verts au sein d'Europe Écologie. L'affaire fut finalement réglée moins de vingt-quatre heures après et la nomination de David Grosclaude (Parti occitan, membre de la fédération Régions et peuples solidaires) comme tête de liste. Hier, lors de la présentation de la liste des Pyrénées-Atlantiques, Monique de Marco, tête de liste régionale, est revenue sur cet « incident » de parcours. « Il a fallu réajuster. Après une discussion, sans conflit, on a compris qu'il fallait que RPS soit représenté de façon significative ». « Il y avait un compromis à trouver, ce que nous avons réussi à faire, a renchéri Jean Lissar. Et David Grosclaude est une excellente tête de liste pour le département ». Dont acte. Le dossier est clos.

Une liste « spéciale »

Restait à composer une liste qualifiée de « spéciale » par Monique de Marco. « Nous devons jongler et trouver un équilibre qui respecte la parité hommes femmes, le Béarn et le Pays basque, les Verts et les personnes non issues des Verts », soulignait Monique de Marco. C'est chose faite. Parmi les 19

noms (17 titulaires, 2 suppléants) on retrouve 9 Verts, 3 représentants de RPS (1 membre du Parti occitan, 2 du parti basque albertzale eusko alkartasuna) et 7 personnes « non encartées » issues du mouvement associatif, qui militent dans diverses causes environnementales. En 19e position, à noter la présence d'André Cazetien, l'ancien maire de Mourenx et doyen de la liste (87 ans). La benjamine se nomme Eurydice Bled (conseillère municipale à Pau). Europe Écologie est donc en ordre de bataille. Son programme détaillé, dont on commence à connaître quand même les grandes lignes, sera dévoilé à l'issue de « ses assises » prévues le 6 février.